

Défense de l'Occident

AP

JW

UNIVERSITY
OF MICHIGAN

MAY 11 1970

Les fascismes inconnus

**GARDES DE FER • CROIX FLÉCHÉES
CROIX DU TONNERRE • W.A.B.S.E
MOUVEMENT DE LAPUA • QUISLING
FASCISMES EUROPÉENS • ARABES**

par

Maurice BARDECHE, François DUPRAT, François SOLCHAGA,

Henri GUIRAUD, Lyder L. UNSTAD

Avril-Mai 1969

NUMERO SPÉCIAL

N° 81 - F 7,50

LES SEPT COULEURS, B.P. 46-06, Paris (6^e)

En Souscription
HORS COMMERCE

Maurice Bardèche

SPARTE ET LES SUDISTES

Edition originale

Texte intégral

L'ouvrage politique le plus important de Maurice Bardèche
Tirage hors commerce limité à 200 exemplaires numérotés
sur alfa et 5 exemplaires sur Japon.

Prix de l'exemplaire sur alfa **45 F**

Pour souscrire à l'un des cinq exemplaires sur Japon,
nous écrire directement.

Une édition ordinaire dont le texte sera plus court paraîtra
quelques mois plus tard.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

NOM

ADRESSE

désire recevoir exemplaires de Maurice Bardèche :

Sparte et les Sudistes (édition originale hors commerce).

Ci-joint F en mandat, chèque bancaire ou

virement à notre compte postal,

Les Sept Couleurs, 2182.19 Paris

Signature :

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 17^e année

Avril-Mai 1969 — N° 81

SOMMAIRE

Maurice BARDECHE : <i>Les fascismes inconnus</i>	3
<i>La Garde de fer en Roumanie</i>	9
<i>Les Croix fléchées en Hongrie</i>	17
<i>Les fascismes baltes</i>	31
I. — <i>Le fascisme letton : la Croix du Tonnerre</i>	31
II. — <i>Le fascisme estonien : Le W.A.B.S.E.</i>	38
III. — <i>Le fascisme lituanien : les Loups d'Acier</i> ..	47
IV. — <i>Le fascisme finlandais : le Mouvement de Lapua</i>	57
<i>Un fascisme nordique : le destin de Quisling</i>	66
<i>Les petits fascismes européens</i>	83
<i>Mussert aux Pays-Bas</i>	83
<i>Le fascisme flamand</i>	85
<i>Degrelle et le rexisme</i>	87
<i>Les fascismes grecs</i>	88
<i>Le fascisme polonais</i>	90
<i>Un fascisme latino-américain au Chili</i>	91
<i>Existe-t-il un fascisme arabe?</i>	92

DOCUMENTS :

<i>Le fascisme international et la croisade contre le bolchevisme</i>	97
---	----

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35,— F

Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœufs*

Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

© by *Défense de l'Occident*

Les fascismes inconnus

LES RÉGIMES DE SALUT PUBLIC
CONTRE LE PÉRIL BOLCHEVIQUE

Peu de gens, même parmi nos lecteurs, connaissent exactement le nombre et la variété des partis fascistes. La plupart du temps, on cite les grands fascismes, ceux qui ont fait parler d'eux et laissé leur marque dans l'histoire, tout en confondant allégrement sous le même nom des régimes aussi profondément différents que le national-socialisme, le fascisme mussolinien, le franquisme, et ceux qu'on cite moins, le socialisme péroniste ou le nationalisme moderniste de Mustapha Kemal. En réalité, nous acceptons à tort, en cette circonstance comme en beaucoup d'autres, le vocabulaire de l'adversaire qui traduit et impose les conceptions de nos adversaires : ils appellent *fasciste* tout régime qui se défend contre le bolchevisme communiste. Et nous commettons la faute de le répéter après eux pour nous aligner sur un vocabulaire habituel. En réalité, les régimes qu'on appelle fascistes sont des *régimes de salut public* qui ont pris des formes différentes suivant la forme et l'imminence du danger, c'est-à-dire suivant les circonstances. Et seuls quelques-uns d'entre eux ont un contenu politique que tous les peuples peuvent adapter à leur propre caractère. Nous devrions donc étudier, d'une part, les

réactions de salut public par lesquelles les peuples ont cherché à défendre leur liberté contre le bolchevisme, et, d'autre part, *l'humanisme politique* sur lequel ils se sont appuyés à cette occasion, ce qui constitue proprement le *message culturel* que ces régimes ont transmis à tous les hommes.

Cela dit, pour rectifier ce qu'il y a d'inexact sous le titre que nous avons choisi pour être compris de tous, il faut avouer que, si chacun de ces *sursauts de salut public* contient une leçon, en revanche, on en dégage mal une doctrine cohérente, un ensemble de recettes que partout et en tout lieu on puisse opposer à la décomposition marxiste. Ce n'est pas le caractère incomplet et nécessairement rapide de la nomenclature que nous présentons qui en est cause : au contraire, cette conclusion aurait sans doute été plus difficile à dégager encore d'une étude plus largement documentée et plus détaillée. C'est que les peuples réagissent différemment en présence d'un danger, utilisent des ressources et des points d'appui différents : c'est en eux-mêmes qu'ils trouvent l'antitoxine. Et la recette universelle que nous cherchons, elle est sans doute située très loin dans l'homme, dans un réflexe de défense si profondément enfoui en nous qu'on risque de le décrire inexactement dès qu'on prétend le cataloguer sous un nom. Nous nous bornerons donc à des remarques qui constituent la seule préface que comporte cette étude.



Et d'abord, excusons-nous de son caractère incomplet. L'objet même de notre recherche nous y exposait. Le *péronisme* n'est pas décrit dans notre étude, le *salazarisme* pas davantage, le nationalisme *kémalien* n'y figure pas non plus. On en devine aisément la raison. Ces régimes ne comptent pas, malgré leur importance, parmi ceux qu'on cite au premier rang, lorsqu'on décrit les régimes autoritaires ou traditionalistes que les nations ont opposés au péril bolchevique : mais ils ne sont pas

non plus des « fascismes inconnus », leur succès, leurs réalisations, les placent à un rang intermédiaire qui les exclut tout naturellement de notre étude. Nous les réservons donc pour une autre occasion.

D'abord, la multiplicité des réactions « fascistes » et leur date soulignent fortement leur caractère de *réactions de salut public*. La première vague fasciste dans le monde est contemporaine des débuts du fascisme mussolinien, elle se situe entre 1920 et 1923, et elle a partout la même origine que la marche sur Rome : elle naît d'une inquiétude que tous les peuples partagent, qui se manifeste par conséquent partout, et qui est d'autant plus vive, qui produit des résultats d'autant plus décisifs qu'ils se sentent plus exposés. On pourra constater dans notre nomenclature que cette première *vague* se produit partout à la même époque, qu'elle est contemporaine du putsch de Kapp en Allemagne et de l'accession au pouvoir de Mustapha Kemal en Turquie, qu'elle est liée manifestement à l'immédiate après-guerre et aux appréhensions que l'exportation du bolchevisme faisait naître dans de nombreux pays. Cette « répétition générale » des événements de 1934-1936 est d'autant plus vigoureuse que le pays est plus exposé, comme on peut le voir dans l'histoire des pays baltes ou des pays d'Europe centrale qui répliquèrent beaucoup plus énergiquement que les pays d'Europe occidentale au danger qui se précisait sur leurs frontières.

Cette « avant-première » de la *réaction de refus* qui devait se produire dans toute l'Europe dix ans plus tard diminue beaucoup la portée de la thèse d'Erwin Nolte, qui voit dans la crise de 1929 l'explication des phénomènes « fascistes ». Son explication marxiste saute allégrement par-dessus les dates : il serait trop triste, il serait même inadmissible que le fascisme fût une réaction politique, il est nécessaire qu'il soit un phénomène économique comme tout le reste. Alors on fait semblant de ne pas savoir qu'il a partout une date de naissance, claire, indiscutable, et qui le rattache à la première guerre mondiale et à la naissance du bolchevisme.

Mais en même temps les exemples que nous citons, tout incomplets et lacunaires qu'ils soient, nous révèlent un autre trait qu'on retrouve régulièrement dans l'histoire de tous ces partis : après avoir été animés du même réflexe de défense que les classes possédantes de la bourgeoisie ou des propriétaires terriens et avoir bénéficié au départ de leur appui, ces mouvements de salut public n'ont pas tardé à se trouver séparés d'eux et souvent même à se trouver en conflit avec eux. Pourquoi ? Il est clair que la plupart d'entre eux, en s'appuyant sur des traits profonds et antiques du caractère national, antérieur aux hiérarchies de la société industrielle, ou en dénonçant, pour s'opposer efficacement aux bolcheviks, des injustices évidentes de la société contemporaine, lésaient des positions acquises et menaçaient des intérêts. Cette hostilité, antérieure partout à 1929, prouve également que le contenu idéologique des régimes d'autorité n'était pas une « réponse » à la crise mondiale, mais qu'il s'était forgé pendant la bataille politique elle-même, soit à partir de l'inspiration idéologique, traditionaliste, qui animait les fondateurs et les principaux militants, soit au contact des masses lorsqu'il fallait les disputer à la propagande bolchevique.



Sur ce point, nos monographies comportent une leçon. Les régimes de salut public à tendance autoritaire ne sont arrivés au pouvoir que lorsqu'ils ont su s'entendre avec les représentants de la classe possédante, et faire alliance avec elle. C'est le principe qui avait été reconnu par Hitler, lorsqu'il accepta de traiter secrètement avec les représentants de l'industrie lourde. Partout où les mouvements énergiques se laissèrent isoler et permirent à leurs adversaires de les présenter comme des minorités extrémistes, dangereuses et utopistes, ils furent finalement éliminés. Et il faut reconnaître aussi que lorsqu'ils parvinrent à établir une collaboration avec les éléments réactionnaires et à s'installer solidement dans des coalitions droitières, ils perdirent en revanche une

grande partie de leur énergie originelle et ne réussirent guère à appliquer leur programme.

Un autre enseignement est amer. Je ne sais si l'on peut espérer obtenir quelque résultat, de nos jours, d'une « internationale fasciste » : mais il est certain qu'avant la guerre, et encore pendant une partie de la guerre, les efforts et les espérances des petits partis nationaux furent paisiblement sacrifiés aux intérêts politiques immédiats des grandes puissances. Le pacte Molotov-Ribbentrop a été instructif à cet égard. Les partis nationaux des pays baltes qui défendaient courageusement leurs pays contre l'emprise soviétique furent abandonnés sans ménagement lorsque les pays riverains de la Baltique furent reconnus « zones d'influence soviétique ». Il ne vint à personne l'idée de stipuler quelque clause de sauvegarde. C'eût été, du reste, très probablement une stipulation chimérique. Ces partis ne furent pas beaucoup mieux traités pendant la guerre, lorsque les Allemands furent maîtres de ces territoires. Les autorités allemandes préférèrent souvent collaborer pour l'administration de ces territoires avec des notables ou de hauts fonctionnaires sans coloration politique. La guerre avec la Russie ne modifia leurs dispositions que dans la mesure où ils pouvaient opposer aux partisans recrutés par le parti communiste des militants résolument anticomunistes. Plus d'une fois, ils se servirent d'eux comme de mercenaires. L'idée d'une solidarité entre tous ceux qui refusaient le communisme ne fut acceptée que très lentement et comme à regret, soit que les Allemands aient eu peu de confiance dans la solidité des troupes mises à leur disposition, soit qu'ils aient refusé de leur laisser prendre des gages sur l'avenir par les sacrifices qu'ils consentaient. En d'autres cas aussi, on verra que les chefs « fascistes » les plus résolus n'avaient pas toujours pleine confiance dans leur puissant voisin dont la boulimie leur avait laissé de mauvais souvenirs et qu'ils ne leur fournirent pas toujours un appui sans arrière-pensées.

Ces réflexions peuvent nous décevoir. Il est préférable, toutefois, de voir la réalité telle qu'elle fut. Les mouvements qu'on appelle « fascistes » ont été dans presque tous les pays une réaction des éléments les plus sains et les plus généreux d'une population qui ne voulait pas renoncer à son indépendance nationale. Il faut évidemment un danger bien grave, une menace bien pressante, pour que cette réaction fondamentale se transforme en une adhésion à un système de défense fédératif dans lequel chacun doit nécessairement abandonner une partie de ses prérogatives. Ces conditions sont réunies aujourd'hui : trop tard pour quelques-uns des meilleurs et des plus résolus. Mais pour que cette réaction de salut public ait une chance de durer et de s'étendre, pour qu'elle aboutisse à un désir sincère de communauté et de solidarité, il faut, ne l'oublions pas, que la pensée défensive et créatrice qui l'inspire et que nos adversaires appellent « fascisme », ait une charge de générosité et de justice en laquelle chacun ait confiance et par laquelle chacun se sente garanti. C'est ce que les grands pays n'ont pas toujours montré au temps de leur puissance. Puisque nous appartenons au camp des vaincus, essayons d'être plus sages et plus modérés. C'est assurément une des conditions de notre avenir.

Maurice BARDECHE

La Garde de Fer de Codréanu

Bien que *Défense de l'Occident* ait parlé à plusieurs reprises de la Garde de Fer de Codréanu, d'abord dans un article de notre numéro spécial consacré à la jeunesse en avril-mai 1964, puis en deux longues études signées de Paul Guiraud qui parurent dans nos numéros 42 et 43 en juin et juillet 1964, nous croyons indispensable de commencer cette étude sur les mouvements fascistes peu connus qui ont existé en Europe par un rappel de ce que fut le mouvement de Codréanu en Roumanie.

La Garde de Fer est très loin cependant d'être un parti fasciste typique. Elle est même par ses méthodes d'une inspiration résolument spiritualiste, par son éloignement de toute politique proprement dite, une création extrêmement originale et fortement marquée par l'esprit de son créateur. Dans le numéro spécial que *Défense de l'Occident* a consacré à la jeunesse, Paul Guiraud la présentait ainsi :

« La Légion de l'Archange Saint-Michel, plus connue en France sous l'un seulement de ses aspects : la Garde de Fer, n'est pas une ligue, encore bien moins un Parti. Elle ne ressemble en rien aux organisations politiques françaises ou étrangères dont l'Histoire contemporaine nous offre tant d'exemples. Elle est un mouvement absolument original dont le but premier et la raison d'être

sont le redressement spirituel et moral de l'homme, la création d'un homme nouveau, en rupture avec l'homme démocratique du moment, qui est individualiste et lâche. Elle est la tentative la plus loyale, comme aussi la plus adéquate pour mettre à nu en chacun de nous le héros originel qui dort, étouffé par les oripeaux vulgaires de l'homme quotidien, de l'homme banal, de l'homme fade que nous sommes tous couramment, et qui est l'antithèse même du héros que nous pourrions être.

« On comprend aisément que si tel est le but final de la Garde de Fer, les caractères de ce mouvement doivent être essentiellement différents de ceux des Partis tout spécifiquement politiques, dont le but et la raison d'être sont la prise révolutionnaire du pouvoir pour l'application systématique d'un programme d'action établi à l'avance, en vue du relèvement à la fois socialiste et national d'un pays. A telle enseigne que l'observateur qui aborde la Garde de Fer avec l'esprit politique est singulièrement déconcerté par la place de peu d'importance que tient dans ce mouvement la Politique proprement dite — celle dont nous avons les cerveaux farcis, celle qui a détourné les cœurs des sentiments les plus vrais et les plus profonds, celle qui est devenue le prisme déformant à travers lequel le ^{XX}^e siècle artificiel entrevoit la réalité.

« Le Français, dont l'esprit secrète de la politique aussi spontanément que le foie secrète de la bile, doit faire un violent effort pour reconquérir une sorte de virginité spirituelle, s'il veut comprendre l'âme même qui souffle dans la Garde de Fer et à laquelle tous les légionnaires communient dans un identique esprit de passion mystique et d'ascèse. Il sera surpris au suprême degré par les lois intérieures et commandements fondamentaux auxquels se plient les jeunes gens de la Garde; certains rites d'aspect religieux heurteront ce qu'il y a de stérile et froide logique dans son esprit cartésien. Mais s'il chasse loin de lui toutes ces dépouilles mortes et tout ce faux humanisme rationaliste qui a fait de lui malgré sa tradition l'Européen le moins enthousiaste, le moins sensible aux frémissements du cœur, le plus ergoteur

devant l'action à entreprendre, alors il comprendra combien sont libératrices ces chaînes qui relient l'homme renoué, malgré ce siècle corrompu, à l'homme vrai des siècles du passé. »

Nous donnions dans le même article les principes d'organisation et de doctrine qui furent mis en œuvre dans l'organisation de la Garde de Fer, et nous y renvoyons le lecteur.

Nous nous bornons ici à rappeler rapidement l'histoire de la Garde de Fer. Et nous renvoyons également les lecteurs qui désireraient avoir plus de détails aux articles de Paul Guiraud dans *Défense de l'Occident* en juin-juillet 1964.

*
**

La Garde de Fer eut pour point de départ l'action menée en 1922 alors qu'il n'avait que 24 ans par Cornélio Codréanu pour la rénovation de la Roumanie par la création d'un puissant mouvement universitaire. En 1922, ayant terminé sa licence en Droit, Codréanu qui n'avait que 23 ans partit en Allemagne et s'inscrivit à l'Université de Berlin. Le jour de l'ouverture de cette Université, il se présenta en costume national roumain. Il mena là-bas pendant quelques mois une vie d'étudiant pauvre et acharné. Pour pouvoir subvenir à ses besoins, il se chargeait d'approvisionner de petits restaurants en légumes qu'il allait chercher à l'aube chez les maraîchers des environs. Rappelé à Jassy à la fin de 1922 par l'échec d'une grève d'étudiants, il reprit la direction du mouvement étudiant en posant le principe suivant : *Le mouvement national universitaire doit s'étendre à tout le peuple Roumain. Ce mouvement national doit être encadré dans une seule organisation, et commandé par un seul chef.*

Mais Codréanu n'a pas encore vingt-quatre ans. Il est téméraire, à cet âge-là, de vouloir être le chef et fonder cette organisation. Codréanu s'adresse au Professeur Cuza et obtient de lui qu'il prenne la tête d'un nouveau

parti: la *Ligue de Défense Nationale*, qu'on appellera très rapidement le *parti national chrétien*.

L'entrée sur la scène politique de ce parti eut lieu en mars 1923, au moment où, contre la plus grande partie de l'opinion publique, le Gouvernement réformait l'article 7 de la constitution roumaine et accordait les droits civiques aux Juifs. De très nombreuses manifestations eurent lieu à Jassy contre cette mesure. Les étudiants décrétèrent la grève générale et l'Administration Universitaire entama une campagne de persécution et de pression en fermant les foyers, les cantines et en supprimant les bourses, et en brisant l'opposition des étudiants par la misère et par la faim.

Les passions atteignirent un tel degré de violence que Codréanu et sept de ses camarades fomentèrent un complot ayant pour but l'assassinat des ministres responsables de cette situation. Le complot fut dénoncé avant qu'aucune mesure ait pu être prise pour la réalisation du projet. Les conjurés furent trahis par l'un d'entre eux nommé Vernicesco et ils furent arrêtés.

Le procès qui suivit illustre de manière singulière la violence et décision qui allaient être dans l'avenir les caractéristiques de la Garde de Fer. Pendant l'audience du procès, au moment où l'étudiant dénonciateur Vernicesco faisait sa déposition, il fut abattu d'un coup de revolver en pleine audience par un des membres de la Garde de Fer.

Toutefois, la fermeture des foyers et des cantines universitaires avait prouvé que l'Administration disposait contre le mouvement étudiant d'un moyen de pression efficace.

Il fallait libérer les étudiants de cette tutelle, et le *Mouvement National Chrétien* voulut bâtir son propre foyer. Le 8 mai 1924, Codréanu créa avec ses camarades étudiants le premier *camp de travail* qu'on ait vu en Europe avec cette première mission : fabriquer les briques nécessaires à la construction envisagée.

Vingt-six étudiants quittèrent donc Jassy, sans un sou en poche et se rendirent à Ungheni où l'établissement du camp avait été décidé. Un ami du parti mit à la dis-

position des travailleurs un assez vaste terrain. Là, divisés en cinq équipes, et travaillant de quatre heures du matin à 9 heures du soir, ils fabriquèrent près de 3.000 briques par jour. Quant à leur alimentation, elle était assurée par la culture d'un champ de deux hectares qui leur avait été prêté.

Le préfet de Police de Jassy, Manciu, voyait avec colère cette entreprise nouvelle. Il ne disposait d'aucune loi pour interdire ce travail volontaire. Il décida néanmoins d'interrompre les travaux par la force et, accompagné de policiers, il procéda le 31 mai, à l'arrestation de tous les travailleurs du camp. Cette arrestation fut faite avec des méthodes particulièrement odieuses et humiliantes. Les étudiants furent battus et giflés en public, les inspecteurs assommèrent Codréanu, lui crachèrent au visage et le promenèrent avec ces crachats menottes aux mains dans les rues de Jassy.

Le procès intenté par Manciu se termina également d'une façon dramatique. Codréanu s'était présenté à l'audience comme l'avocat de ses camarades. Manciu se présenta entouré d'une vingtaine de policiers et d'hommes de mains, qui, à peine entrés dans l'enceinte du tribunal se jetèrent sur Codréanu. Menacé, celui-ci sortit un revolver et tira. Manciu s'écroula en plein tribunal.

Le procès intenté à Codréanu à la suite de cet incident provoqua dans le pays une émotion considérable. Le gouvernement déplaça à plusieurs reprises la ville dans laquelle devaient avoir lieu les audiences du procès de Codréanu. Néanmoins, malgré ces précautions, le procès qui s'ouvrit le 20 mai 1925 devait révéler la profondeur et l'extension du mouvement déclenché par Codréanu. On s'en rendra compte, par ce fait probablement sans précédent, que 9.300 avocats se firent inscrire comme défenseurs bénévoles et volontaires de l'accusé. Codréanu fut acquitté aux applaudissements de la foule, les jurés arborant à leur boutonnière l'insigne du *Mouvement National Chrétien*. Le retour de Codréanu à Jassy fut triomphal. Aux gares les populations attendaient son train et l'acclamaient longuement.

Quelque temps après, Codréanu quitta toutefois volontairement la Roumanie, probablement à la suite de divergences qui avaient surgi entre lui et le professeur Cuza. Il s'installa à Uriage près de Grenoble. Il travaillait le jour à l'Université et le soir à des travaux de broderie pour assurer la modeste existence de son ménage. Cet exil en France dura dix-huit mois au bout desquels Codréanu fut rappelé à la suite d'une crise qui venait de se produire dans la *Ligue Nationale Chrétienne* du professeur Cuza. Codréanu, après avoir examiné la situation prit sa décision rapidement et le 24 juin 1927, il décida de créer la légion de la Garde de Fer avec sept camarades qu'il avait rassemblés autour de lui. L'énergie, le travail physique de formation dans les camps de travail du Parti, la foi chrétienne profonde, l'intrépidité devant la mort, le don total de sa personne et de son action au Parti, la croyance mystique dans le relèvement de la Roumanie par l'action de sa jeunesse, l'hostilité contre le ploutocratisme juif qui s'emparait de plus en plus, sous l'influence du roi, des leviers de commande, furent les principaux principes d'action de la Garde de Fer.

Elle aboutit à former une légion d'hommes presque tous jeunes, animés d'une foi invincible et liés entre eux par une discipline absolue. Les principales idées de la Garde de Fer ainsi que les campagnes qu'elle mena se trouvent résumés dans la revue de Codréanu, *Terre des Ancêtres*, qui connut à son départ un immense succès parmi les étudiants et les jeunes.

Un des caractères fondamentaux du mouvement Garde de Fer était sa profonde emprise sur la paysannerie, dans laquelle il trouvait non seulement ses principaux appuis électoraux, mais également une source d'inspiration permanente. Une des premières actions de Codréanu après la fondation de la Garde de Fer fut une immense tournée qu'il entreprit à travers tout le pays dans les villages où il rassemblait les paysans, se présentant à cheval et les harangant ou parlant familièrement avec eux. Sa popularité dans les campagnes était immense et son nom était devenu un véritable symbole. Malgré deux

dissolutions successives du Parti presque aussitôt après sa fondation en 1931 et en 1932, la Garde de Fer réussit à avoir cinq députés aux élections de 1932. Puis, à la suite de la campagne de Codréanu et de sa propagande dans les villages, les élections de 1937 amenèrent au parlement roumain soixante-douze députés Garde de Fer.

Ce triomphe, obtenu malgré une loi électorale, profondément malhonnête, cristallisa les résistances et les haines contre le parti de Codréanu. Ces résistances avaient à leur tête le roi Michel en personne qui était entouré de Juifs et d'affairistes et qui était soumis à l'influence de sa maîtresse juive, M^{me} Lupescu. Le roi était le véritable chef du parti juif contre lequel combattait Codréanu et il fut l'inspirateur de toutes les mesures qui furent prises contre celui-ci. Dès l'année 1933, le roi, sous l'influence de M^{me} Lupescu, faisait appeler comme ministre un des principaux ennemis de la Garde de Fer, Duca. Celui-ci, créature de M^{me} Lupescu et du parti juif, fut chargé d'organiser une lutte sans merci contre la Garde de Fer. Il fut abattu le 21 décembre 1933 sur le quai de la gare de Sinaïa par trois partisans de Codréanu.

A la suite du succès de Codréanu en 1937, le roi répliqua en instaurant une sorte de dictature juive, confiée à un nouveau président du conseil, Calinesco. Celui-ci, tempérament policier et tortueux, organisa un certain nombre de provocations et de traquenards. La prudence de Codréanu les déjoua tous. Alors Calinesco se servit contre lui d'une lettre que Codréanu avait adressée à Iorga, politicien nationaliste très connu en Roumanie, dans laquelle Codréanu lui reprochait d'avoir trahi les espoirs de toute une génération. S'appuyant sur cette affaire, Calinesco fit arrêter Codréanu, le fit inculper de *menaces* et condamner à six mois de prison. La Garde de Fer qui avait reçu des ordres formels ne bougea pas et garda son sang-froid. Néanmoins, à l'occasion de ce procès, les agents de Calinesco procédèrent à l'arrestation massive et non motivée de la plupart des cadres légionnaires, qui furent envoyés dans des camps de concentration, tandis que ceux contre lesquels on réussissait

à trouver un prétexte pour les traduire devant les tribunaux étaient envoyés dans les mines de sel. Même devant cette provocation, la Garde de Fer montra une grande discipline et ne réagit pas.

Calinesco s'enhardit alors, il crut le moment propice pour frapper et intenta un procès à Codréanu devant le tribunal d'exception sous l'inculpation d'attentat à la sûreté de l'Etat, de haute trahison et de compromission avec les nationaux socialistes. Après dix heures d'un procès passionné et malgré les témoignages produits en sa faveur, Codréanu fut condamné à dix ans de réclusion. Calinesco respirait, il crut que tout était fini. Mais le roi, hanté par le souvenir de Codréanu et croyant encore en sa puissance, donna l'ordre de l'exécuter dans la prison. Codréanu fut étranglé dans sa cellule par ses gardiens. Avec lui, treize membres de la Garde de Fer, également emprisonnés, furent tués dans les mêmes conditions. Leurs corps furent ensuite criblés de balles pour simuler une évasion manquée.

Cette mort tragique de Codréanu mit fin à l'histoire de la Garde de Fer. Le 20 septembre 1939, Calinesco fut abattu en pleine rue. Ce fut le dernier épisode de cette lutte qui avait été animée par tant d'idéalisme et de courage et qui aboutit à d'effroyables massacres, à des déportations massives, à d'innombrables morts. Les politiciens juifs avaient momentanément triomphé en Roumanie. Mais la haine qu'ils avaient soulevée par leurs atrocités et leurs meurtres explique les mesures qu'on prit contre les Juifs pendant l'occupation allemande et qui furent approuvées par une très grande partie de la population.

Les Croix Fléchées en Hongrie

La vieille Hongrie, avec ses structures archaïques, ses immenses propriétés, sa classe de nobles possesseurs d'immenses latifundia, sa bourgeoisie faible ou composée de Juifs et d'Allemands, avait connu, lors de l'effondrement de 1918, la surprenante dictature de Bela Kun.

Celui-ci, soutenu par une partie des Juifs et l'infime prolétariat urbain, instaure par un coup de surprise la République des Conseils. Celle-ci va durer 100 jours. 100 jours pendant lesquels se déchaîne la Terreur Rouge organisée par Szamvely et dont les Tchékistes sont le plus souvent juifs. Faisant appel aux sentiments nationalistes des Hongrois, Bela Kun lance un appel à la lutte contre les Tchèques (qui s'emparent de la Slovaquie) et surtout contre les Roumains (qui occupent la Transylvanie). Mais les formations de Gardes Rouges, d'abord victorieuses, sont battues finalement par les troupes roumaines, plus nombreuses et mieux équipées. Celles-ci entrent à Budapest, renversent le régime des Conseils et ne l'évacuent qu'après l'avoir copieusement pillée. Dans la Hongrie de l'Ouest, l'amiral Horthy a formé un gouvernement antibolchevick qui, aidé par les troupes de l'Entente, a réussi à refouler les Gardes Rouges. Profitant de l'effondrement bolchevick, il s'installe à Budapest, tandis

que sévit dans tout le pays la Terreur Blanche qui frappe les sympathisants du régime disparu, et en priorité, les Juifs.

Effrayés par leur expérience du pouvoir soviétique, les Hongrois vont se montrer désormais d'un anticommunisme irréductible, tandis que l'antisémitisme devient un phénomène quasi général dans de vastes couches de la population.

Le régime Horthy (régence sans roi) est conservateur voire réactionnaire, clérical et immobiliste au point de vue social. L'irrédentisme hongrois face aux pertes territoriales du Traité de Trianon subsiste, mais Horthy mène une politique prudente. L'accent reste mis sur l'anticommunisme.

Dans le pays, nobles, bourgeois, paysans, officiers de réserve créent de nombreuses associations pour éviter le retour aux événements de 1918-1919. Le général Julius Gömbos organise le mouvement des « Hongrois Réveillés », qui dispose de milices, d'informateurs et de tout un service de sécurité. Les Hongrois Réveillés n'hésitent pas à lancer des opérations terroristes contre les adhérents des partis de gauches. Gömbos crée, comme paravent à l'association, le Parti Chrétien National qui va devenir le premier parti politique, tandis que les « sections de Sécurité Nationale » forment l'appareil para-militaire du parti.

D'octobre 1932 à octobre 1936, Gömbos, devenu premier ministre, essayera de transformer la Hongrie en Etat fasciste, mais Horthy, trouvant que son ancien lieutenant est trop extrémiste, finira par le désavouer et appellera le banquier Imredy, lui aussi féroce antisémite (ce qui le gênera fort lorsque ses adversaires Croix Fléchées prouveront que son arrière-grand-père était juif). Pour faire face à la montée nationale-socialiste, conservateurs et fascistes hongrois mettent sur pied un parti groupant toute la droite, le Magyar Elet Partja (Parti de la Vie Hongroise).

Mais qui sont donc ces nationaux-socialistes qui ébranlent la toute-puissance du clan conservateur hongrois ?

Le National-Socialisme hongrois.

Parallèlement aux « Hongrois Réveillés » existait une autre organisation anticomuniste et antisémite « les Défenseurs des Chrétiens de Race » du Comte Stefan Bethlen. En 1932, deux groupes dissidents de cette association formèrent les deux premiers partis nationaux-socialistes hongrois.

— Zoltan Böszörmény créa le Parti National-Socialiste des Travailleurs Hongrois, d'orientation nettement « gauchiste ».

— Zoltan Mesko, le comte Sandor Festetics, Istvan Baloogh et le comte Fidel Palffy formaient, eux, le Parti National-Socialiste des Travailleurs et Paysans Hongrois.

Après de difficiles négociations, les deux mouvements s'unirent en un parti unique, le Parti National-Socialiste Unifié « Egyesült Nemzeti Szocialista Partja ».

Le programme du nouveau parti fut exprimé dans un livre publié à Budapest en 1932 : « Az Egyesült Nemzeti Szocialistapart Programja (Le programme du Parti National-Socialiste Unifié) ». Ce programme, adopté sous l'influence de Böszörmény, prévoyait une profonde réforme agraire, le partage des grandes propriétés, une politique résolument antisémite et la récupération des terres perdues en 1918. Le monde ouvrier voyait ses problèmes abordés sur le plan résolument revendicatif, violemment anticapitaliste.

En 1935, le Parti National-Socialiste Unifié obtint deux députés : Sandor Festetics à Enying et Istvan Baloogh à Debreczen. Les résultats étaient donc modestes, mais malgré la concurrence des Croix Fléchées, le parti peut poursuivre son ascension, grâce à l'habile direction de Palffy.

Voici, maintenant le tour des Croix Fléchées. Leur chef, le major Ferenc Szalasy, est un pur produit de la guerre mondiale. Officier déclassé, ultra-nationaliste (bien que d'origine germano-slovaque), il est autant un chef mystico-religieux, qu'un responsable politique. Il va organiser son mouvement comme un Ordre Religieux (assez semblable à celui de la Garde de Fer Roumaine).

En 1933, pour convaincre les Hongrois de se rallier à son programme de rénovation nationale, il publie son premier livre : « A Magyar Allam Felépítésének Terve » (Plan d'Organisation d'Etat Hongrois).

Au printemps 1935, Szalasy crée un nouveau parti : Nenzeti Akarat Partja (Parti de la Volonté Nationale) et écrit le programme de celui-ci dans son *Mein Kampf* : Cél és Követelések (But et Revendications). Dès ses débuts, le parti Croix Fléchée (qui porte ce nom du fait de son insigne, La Croix de St-Etienne Fléchée) lance une action politique orientée vers le prolétariat, tant urbain qu'agricole.

Profitant de la faiblesse des partis de gauche, les Croix Fléchées prennent leur place, s'infiltrèrent dans les syndicats, orchestrent les revendications prolétariennes. Dans toutes les entreprises, les Croix Fléchées dirigent les grèves contre les capitalistes. Les cheminots, les postiers sont, très tôt, largement noyautés par les Chemises Vertes de Szalasy. De nombreux ouvriers sociaux-démocrates passent à ce parti, infiniment plus dynamique que leur ancien parti.

Les Croix Fléchées s'articulent en groupes de militants et formations para-militaires, où de nombreux éléments douteux s'infiltrèrent. Chaque C.F. se nomme « Frère », l'hymne du mouvement est « Ebredj Magyar » (Debout Magyar), l'uniforme est la Chemise Verte, le chef, Szalasy, multiplie les invocations religieuses, appelant la bénédiction du Ciel sur sa croisade contre les Juifs et les bolchevicks.

Après deux voyages de Szalasy, à l'automne de 1936, en Allemagne, celui-ci, prenant conscience du potentiel révolutionnaire du prolétariat hongrois, accomplit un virage à gauche encore plus net.

On assiste alors à la naissance d'un fascisme « gauchiste », dont le succès populaire est rapidement évident. Le sous-prolétariat est pratiquement entre les mains des C.F., le petit peuple des journaliers agricoles, des manœuvres est truffé de Chemises Vertes, qui liquident les restes de l'implantation de la gauche.

En 1938, les adhérents C.F. dépassent les 200.000 (tan-

dis que le P.N.S. unifié aligne une cinquantaine de milliers d'adhérents). Mortellement inquiets de la vague révolutionnaire fomentée par les C.F., les réactionnaires de l'entourage de Horthy décident de briser le mouvement.

Sous l'inculpation d'être un semeur de troubles, Szalasy est arrêté en juillet 1938 et condamné à trois ans de prison. Mais sous la direction de son adjoint Kälman Hubay, les C.F. volent de succès en succès. En mai 1939, malgré les pressions gouvernementales, les arrestations, les licenciements de travailleurs szalasitas, les Croix Fléchées remportent une éclatante victoire. L'ensemble du camp national-socialiste qui va uni à la bataille obtient 25 % des voix : les C.F. ont 31 députés, le P.N.S. unifié en a 18. Le nombre des adhérents dépasse cette année-là 250.000.

Mais rapidement, du fait de l'absence forcée de Szalasy, des luttes de tendance se produisent chez les C.F. Les éléments « radicaux » accentuent encore la propagande gauchiste et préparent presque ostensiblement un coup de force contre le régime Horthy.

Hubay, chef de l'aile droite, veut tenter une fusion avec le P.N.S. unifié afin de contrebalancer l'influence des gauchistes, mais les premières négociations échouent au printemps 1940, du fait de la pression des gauchistes qui savent l'opération dirigée contre eux.

Finalement, alors que le parti atteint les 300.000 adhérents, Hubay fait exclure les gauchistes. Szalasy est libéré en août 1940 et en septembre 1940 l'accord se réalise entre les deux grands mouvements nationaux-socialistes. Ainsi naît le « Mouvement National Socialiste Hungariste de la Croix Fléchée », dont le chef reste Szalasy.

*
**

Pour parer au départ des « radicaux » du parti et au mauvais effet produit dans les masses populaires par l'accord avec les « droitiers » de Palffy, les C.F. lancent la grande grève des mineurs, en octobre 1940, la plus puissante action prolétarienne hongroise, depuis les origines de la classe ouvrière dans ce pays.

Le succès populaire de la grève n'empêche pas les C.F. d'être en perte de vitesse. L'habile politique de Teleki, premier ministre, les coupe de nombreux milieux bourgeois.

De plus, en automne 1940, Imredy, pour revenir au pouvoir, lance un nouveau parti fasciste, avec 26 députés, dissidents du parti gouvernemental (Magyar Elet Partja) : le Parti du Renouveau Hongrois. Le parti du Renouveau exerce une très forte attraction sur de nombreux membres des C.F., déçus par l'incapacité de Szalasy à mener une action vigoureuse contre Horthy. Des négociations visant à une fusion des deux partis, faites à l'instigation des Allemands, échouent et l'hostilité ne cesse de grandir entre eux.

L'importance de la politique extérieure s'accroît sans arrêt depuis 1938 dans la vie des C.F. L'alliance avec l'Allemagne permet d'effacer en grande partie le Traité de Trianon, mais les C.F. renâclent devant les exigences allemandes et ne sont pas des inconditionnels de l'alliance. Mieux, lorsque les Allemands attaquent l'U.R.S.S., Szalasy demande que la Hongrie reste neutre. L'habile manœuvre allemande de Kasice (de faux bombardiers russes attaquent la ville) entraînant la guerre, Szalasy se rallie, mais sans enthousiasme excessif, à la croisade contre le bolchevisme.

La guerre ne ranime pas l'élan C.F., quoique les troupes engagées sont assez faibles. En automne 1941, les habiles manœuvres d'Imredy contre les C.F. sont couronnées de succès ; le P.N.S. unifié avec Palffy fait scission tandis que de nombreuses Croix Fléchées passent à Imredy qui conclut un pacte avec le P.N.S. unifié.

Du fait de nouvelles dissidences et changements divers, l'opposition de droite hongroise en 1943 est ainsi formée : Parti du Renouveau 25 députés, Croix Fléchées 19, N.S. de Palffy 13.

Le palais, siège des C.F., avenue Andrasny est nettement moins fréquenté. Mais les replis allemands en Russie incitent les chefs de la nation hongroise à un décrochage de la guerre, du moins si les circonstances s'y pré-

tent. Par contre l'opposition de droite reste fidèle à l'alliance avec l'Allemagne. Il ne faut cependant pas croire qu'Imredy, Palfy ou Szalasy préconisent à cette époque des mesures radicalement différentes de celles d'Horthy et de son Premier Ministre Bardossy. Face à la menace roumaine, les Hongrois (après l'écrasement de leur II^e Armée à Stalingrad) n'engagent que neuf divisions de sécurité à faibles effectifs (90.000 hommes) contre les partisans en Ukraine. Au contraire, le maréchal Antonesco, le plus fidèle et conséquent allié du Reich, après la destruction de 22 divisions roumaines à Stalingrad (III^e et IV^e Armées), lève 18 nouvelles divisions pour poursuivre la croisade contre le bolchevisme. Les nationaux-socialistes hongrois, pour qui l'ennemi numéro un reste le Roumain plus que le Russe, ne font qu'une très timide campagne pour le renforcement de l'armée hongroise d'Ukraine. Mieux, lorsque l'Etat-Major hongrois veut maintenir l'armée de renfort que vont extorquer les Allemands sur la ligne des Karpathes et non au front, les C.F. soutiendront cette attitude.

La non-vassalisation des C.F. à l'Allemagne, à cette époque, explique que lorsque les Allemands, exaspérés par les atermoiements hongrois et qui, depuis le malheureux exemple italien se méfient profondément de leurs « alliés » s'installent en Hongrie en mars 1944, le nouveau gouvernement, imposé par les Allemands, ne comporte aucune C.F. Le général Sztojaj, germanophile notoire, ne fait appel qu'à des représentants de l'aile droite du Magyar Elet Partja, au Parti du Renouveau et au Parti National-Socialiste Unifié. C'est alors que les deux ex-Croix Fléchées (« traîtres » d'automne 1941, passés à Imredy) Endre et Bakry sont chargés, comme sous-secrétaires d'état, d'organiser la déportation des Juifs. En accord avec le Höhere SS und Polizeiführer Winkelmann (chef suprême de la SS et de la Police), assurant la sécurité des arrières des 4 divisions allemandes occupant la Hongrie (8^e division SS de cavalerie « Florian Geyer », 16^e SS de Panzergrenadiers « Reichsführer SS », 18^e SS de Panzergrenadiers « Horst Wessel » et 22^e SS de cavalerie « Maria-Theresia ») et avec les services d'Eich-

mann, la gendarmerie hongroise effectue des dizaines de milliers d'arrestations.

Malgré leur antisémitisme déclaré, les C.F. ne participent pas à ces actions, le mouvement s'enfermant dans une hostilité feutrée à l'égard du gouvernement Sztojay. De plus, son nationalisme déterminé lui fait accepter difficilement l'occupation « alliée ».



Mais, la situation se dégrade très vite. Horthy, comprenant que ses tentatives de négociation avec les Puissances Occidentales n'ont aucune chance d'aboutir, prend langue avec les Soviets et prépare son passage dans le camp russe. Malheureusement pour ses projets, les Roumains le précèdent dans cette voie le 25 août 1944 et, dès lors, tout change. Pour les C.F., l'ennemi héréditaire roumain est désormais l'allié de l'ennemi politique bolchevick. Il n'y a plus d'hésitation à avoir et les C.F., flairant les intentions d'Horthy, concluent un accord avec le S.D., dont les agents s'emploient à éviter la trahison du Régent.

Après les péripéties d'opéra-bouffe (enlèvement du fils d'Horthy, voyages quasi officiels à Moscou d'officiers hongrois, préparation non moins évidente du putsch C.F.), le 14 octobre 1944, le Régent, qui a nommé un fidèle, le général Lakatos, premier ministre, prend la parole à la radio pour annoncer l'armistice. Aussitôt, Allemands et C.F. prennent leur contre-mesures.

Un commando SS de Skorzeny s'empare du palais du Régent et le fait prisonnier. Des unités de SS Polizei du SS obergruppenführer Winkelmann prennent position aux points stratégiques. Les milices Croix Fléchées foncent sur leurs objectifs. Le major Lazlo Ferenczy occupe la radio qui émet, entre des marches militaires hongroises et allemandes, sans arrêt le message de Szalasy : « Face au danger russe éternel et pour la sauvegarde de la civilisation chrétienne et occidentale, la Hongrie continue la lutte aux côtés de ses frères d'arme allemands ». Szalasy se proclame « Régent de la Nation », Imredy et Bardossy, ralliés de la dernière heure, forment un nouveau gouver-

nement que va dominer la Croix Fléchée. Les résistants de gauche, dirigés par le major de réserve Bajcsy-Sillinsky (du parti des Petits Propriétaires) et regroupés dans le Front Hongrois de l'Indépendance, tentent un contre-putsch. Le commandant de la gendarmerie Norbert Orendi liquide le complot et abat Bajcsy-Sillinsky. Les conjurés survivants passent devant le « Tribunal des Règlements de Compte » C.F. qui les condamne à mort.

Tandis que de furieux combats se livrent en Transylvanie, qu'une partie de la 1^{re} Armée Hongroise avec le maréchal Bela von Dalnoki-Miklos passe aux Russes et qu'un soulèvement communiste est écrasé à Keskemet, le régime C.F. s'installe.

Malheureusement pour lui, Ferenc Szalasy se révèle comme ce qu'il a toujours été, une sorte de prophète mystique, sans aucune qualité de chef d'Etat. Réfugié rapidement dans l'ouest de la Hongrie, il se limite à travailler sur des projets de réforme populaire, totalement utopiques à cette époque. La direction réelle du mouvement passe aux « Durs », qui, sous le slogan Kitartos « Résistance », veulent mobiliser le peuple hongrois contre les rouges.

Devant les atrocités commises par les Russes, le sentiment national se révolte. Des troupes roumaines occupant la Transylvanie, le motif est suffisant pour qu'un vaste mouvement d'adhésion au régime Szalasiste se produise. De 100.000 (printemps 44, les 2/3 des effectifs s'étant alors retirés), les Croix Fléchées passent à plus de 200.000. Le major Ferenczy met sur pied une forte milice de chemises vertes. Dans le cadre de l'organisation de l'état, Audor Jaross (ancien leader de la minorité hongroise de Slovaquie et député à Prague jusqu'en 1938) devient ministre de l'intérieur et laisse les mains libres à la gendarmerie, dont les chefs (Naoas, Fekethelmy, Czeidner et Orendi) raflent des milliers de Juifs, malgré certaines réticences de l'Etat-Major C.F. Son adjoint, Gabor Vajna, chargé des questions de police, donne la direction de ses services à l'un des « durs » C.F., Peter Hain, qui entreprend l'extermination de l'opposition. Pour renforcer l'effort de guerre de la nation, encore trop insuf-

fisant, Emil Kovarcz, autre leader C.F., prend la tête d'un ministère pompeusement baptisé « mobilisation de toute la nation en vue de la guerre totale » (et dont les résultats seront infiniment plus modestes que le titre...). Un abbé excommunié pour son extrémisme, l'abbé Kun est chargé du contrôle de l'Eglise Catholique, fort réticente, malgré son anticommunisme, à l'égard du régime.

Mais les Russes continuent leur ruée en avant et encerclent, le 13 décembre 1944, la capitale. Dans la ville encerclée, ou règne rapidement l'anarchie, le « Frère » Ervin Csyky, jeune homme de 27 ans, reçoit le commandement des milices C.F., tandis qu'Ernö Vajwa est nommé commissaire du gouvernement.

La coordination entre les divers organismes chargés de la défense de la capitale se fait fort mal. Après un intermède de quelques jours de Winkelmann, le SS obergruppenführer Pfeffer-Wildenbruch, chef du IX^e SS Gebirgskorps (Corps SS de montagne de volontaires croates), reçoit le commandement de la défense de Budapest. Csyky commande, plutôt mal que bien, les milices du parti, le général Kalandy, pro-Croix Fléchée, la gendarmerie, tandis que le général Ivan Hindy, chef du 1^{er} Corps d'Armée de la Honved (armée hongroise), commande les troupes régulières (dans un esprit peu favorable aux C.F.).

La défense de Budapest est mal organisée, chaque autorité refuse de collaborer avec les autres, Honved et Chemises Vertes finissent par échanger des coups de feu. Des extrémistes veulent massacrer les Juifs de la ville, mais les autorités C.F., en les mobilisant, finissent par leur éviter ce sort.

Les milices C.F. se battent très courageusement, les combats pour Budapest seront (avec Varsovie, Okinawa et Stalingrad) les plus durs de toute la Seconde Guerre Mondiale. Mais les actes de pillage, d'ivrognerie, voire de désertions se multiplient. Les trois divisions SS qui forment l'armature de la résistance : 8^e SS de cavalerie (reichsdeutsche et volksdeutsche), 22^e SS de cavalerie (volksdeutsche de Hongrie et volontaires Croix Fléchées), 33^e SS de cavalerie (« Szent-Istvan ») (Volksdeutsche de

Hongrie et volontaires C.F.) tiennent avec vaillance mais les divisions de Honved commencent à lâcher pied.

Les assauts des troupes germano-hongroises pour dégager la garnison échouent pendant tout le long du mois de janvier 1945.

Comprenant que la situation est désespérée, malgré les réticences de Pfeffer-Vildenbruch, les éléments les plus acharnés des défenseurs (et spécialement les C.F., menacés de mort en cas de capitulation) décident de briser l'encerclement soviétique.

Le 13 février, une horde de dizaines de milliers d'hommes, souvent accompagnés, de leurs familles (dans le cas des miliciens C.F.), sous la foi de la fausse annonce de la percée des sauveteurs de la II^e Panzer Armee, se ruent à l'assaut des forces russes. Un épouvantable massacre se produit, l'artillerie fauche des vagues entières se jetant dans une sorte de charge suicidaire contre les lignes bien fortifiées des russo-roumains. Seuls 785 hommes (soldats de la 60^e Division d'infanterie Feldernhalle, 8^e et 22^e SS, et quelques C.F.) pourront forcer l'encerclement et gagner les lignes allemandes.

Le soir même, Pfeffer-Wildenbruch capitule, tandis que les Russes « vident » la capitale, le nombre des prisonniers n'étant pas à la mesure des difficultés rencontrées dans ce siège de deux mois.

La minuscule « Hongrie Nationale » de Ferenc Szalasy décrète un deuil national, mais elle est frappée à mort.



Les Allemands ont beau repartir à l'attaque (VI^e SS Panzer Armee du SS oberstgruppenführer Sepp Dietrich) à la fin mars, le régime des Croix Fléchées vit ses dernières heures.

La puissante contre-attaque soviétique balaie les divisions de Waffen SS et, en même temps, les lambeaux de territoires encore aux mains de l'administration Croix Fléchée.

Le gouvernement Szalasy s'enfuit à Vienne, bien que ses troupes continuent à combattre courageusement contre l'ennemi. La 26^e division Waffen SS « Hunyady » (formée de volontaires hongrois) se bat en Pologne, puis en Poméranie contre l'Armée Rouge. Les restes des divisions C.F. et les débris des 14 divisions de la Honved, restées fidèles à Szalasy forment barrière en avant de Vienne et le long du front croate.

Vienne tombe le 4 avril, tandis que le gouvernement Szalasy tombe aux mains des Occidentaux, qui le livrent au nouveau régime hongrois. Tandis que la majorité des forces szalasitas sont internées en Autriche, des bandes C.F. tentent de mener une guérilla contre les Russes dans une Hongrie presque totalement dévastée.

Les ministres szalasitas passent en jugement devant le Tribunal du Peuple à Budapest et sont, tous, condamnés à mort. En janvier 1946, face au Danube, Szalasy, Bardossy, Imredy, Vajna, Ferenczi, Hubay, Hain, Kovarcz et d'autres sont pendus. Szalasy meurt bravement, revêtu d'une chemise verte, en faisant le salut fasciste.

Une épuration extrêmement dure frappe les C.F. et tous les autres nationaux-socialistes. Des centaines de militants sont exécutés, des dizaines de milliers d'autres sont internés dans des camps de concentration. Toute possibilité d'action ultérieure est rapidement brisée, bien que des bandes subsistent pendant un certain temps.

Spéculant sur la présence de nombreux juifs dans les cadres du parti communiste (qui joue le premier rôle dans la coalition gouvernementale) les C.F. clandestins réussissent à monter un pogrom à Kiskumandaras en 1946. Pour en finir, Imre Nagy, ministre de l'intérieur, est remplacé par l'extrémiste Lazlo Rajk, qui réussit à briser l'action des partisans proches des C.F.

Dans l'émigration, les premiers réseaux se reforment en Allemagne, en Autriche, en Italie, voire en France ou ceux U.S.A. L'ex-abbé Kun crée le journal *Kitartos* (« Résistes »), qui tente de regrouper les C.F. en exil.

Mais les chemises vertes rescapées ont beaucoup de mal à se mettre d'accord et les querelles de personnes continuent au sein des groupes péniblement constitués.

S'il existe encore des C.F. en exil, leur rôle est pratiquement terminé. Cependant certains d'entre eux pourront participer au soulèvement de Budapest. Le régime Kadar donnera des détails assez précis sur les agissements de certains anciens Waffen SS hongrois parmi les « Combattants de la Liberté ». Mais il semble pas que ce rôle ait pu être bien considérable.

Jugement sur les Croix Fléchées

Le Mouvement des Croix Fléchées est suffisamment original pour permettre une étude intéressante sur le « Fascisme de gauche ». En effet, le fascisme hongrois est d'origine populaire et a des composantes proches de celles du communisme. Les Croix Fléchées recrutent dans le prolétariat et non pas seulement dans la bourgeoisie.

Mieux encore, les C.F. ne se limitent pas à recruter des éléments prolétariens isolés, « atomisés » par le premier stade de développement, mais aussi des ouvriers groupés dans des syndicats « de gauche », et qui passent de ce fait au fascisme. L'implantation du fascisme devient telle que celui-ci est capable de diriger de grandes luttes ouvrières par ses propres moyens. L'incapacité des organisations de gauche à encadrer le prolétariat explique ce succès. Face à l'aristocratie et aux milieux financiers, les Croix Fléchées, lors de leur plus grande extension, réussissent, comme le voulait leur programme, à grouper toutes les diverses classes du peuple autour de leur mouvement.

Le fascisme « de gauche » ne peut prendre le pouvoir, malgré sa force propre, que grâce à l'aide des Allemands. Ceci tient à la fois à la force du régime Horthy, soutenu par tous les conservateurs et réactionnaires hongrois et à la faiblesse de caractère de Ferenc Szalasy, homme très mou et influençable, ballotté par les différentes fractions du parti. L'incapacité du chef C.F. ruine aussi les efforts de son régime pour créer une Hongrie nouvelle. Les événements militaires n'auraient, de toute façon, pas permis les réformes rêvées par les plus idéalistes des Croix Fléchées.

L'idéologie très pauvre des Croix Fléchées explique que leur doctrine fut un activisme, bien qu'un grand nombre d'intellectuel, se soient rangés sous les bannières des Chemises Vertes. Mais cette faiblesse idéologique explique la facilité avec laquelle nombre de C.F. furent récupérés par les communistes (le premier appel au ralliement de ceux-ci fut lancé par Mattias Rakosi, pourtant lui-même d'origine juive) et devinrent de fidèles serviteurs du nouveau régime. La vérité oblige à dire que ce ne fut cependant pas le cas de la majorité C.F., qui devint ainsi l'une des fractions des parias du régime.

Les fascismes baltes

I

Le fascisme letton : «la Croix du Tonnerre»

Situation de la Lettonie

La Lettonie avait obtenu sa liberté en luttant à la fois contre les bolchevicks, qui l'avaient envahie en 1919, contre les Russes blancs désireux de réintégrer cette terre balte à l'Empire russe qu'ils espéraient recréer (en particulier, l'aventurier Bermond-Avaloff) et contre les Allemands des forces du Baltikum de Von der Göltz, partis à la conquête de terres nouvelles. Grâce à l'aide anglo-française, Ulmanis, chef du gouvernement letton, à de multiples reprises avait réussi à se débarrasser de ces divers envahisseurs et jouissait d'un très grand prestige auprès de ses compatriotes.

Mais ses méthodes de gouvernement personnel, ses tendances au despotisme et les concussions financières de son entourage ne tardèrent pas à provoquer une violente agitation dans le pays. Cette agitation prit naissance parmi les milieux d'anciens soldats des corps de volontaires, qui avaient tant contribué à libérer le pays. Ces soldats étaient soit des officiers d'active restés dans l'armée, soit d'anciens étudiants revenus à la vie civile depuis la vic-

toire des Lettons. Dans ces milieux allait naître le plus important parti fasciste letton. D'abord nommé Ugunskruts (Croix de Feu), puis Perkonkruts (Croix du Tonnerre), le mouvement fut lancé par l'ex-volontaire Gustav Zemlin, qui avait quitté l'Université où il était étudiant pour combattre contre les communistes.

Le programme de la Croix du Tonnerre était nettement extrémiste. violemment antisémite, il préconisait des mesures radicales visant à l'élimination complète des Juifs de la vie politique et économique du pays. Il prévoyait une réforme agraire encore plus radicale que celle effectuée après la proclamation de l'indépendance (et qui avait eu surtout pour but d'éliminer la grande propriété d'origine allemande des « Barons baltes »), afin de rallier les petits paysans propriétaires, les fermiers et les ouvriers agricoles à un régime national, tout en tuant dans l'œuf la propagande communiste.

Sur le plan extérieur, la Croix du Tonnerre était aussi hostile à l'Allemagne (soupçonnée de vouloir conquérir son « Espace vital » au détriment des Lettons) qu'à l'U.R.S.S. (non seulement Mecque du Bolchevisme, mais capitale d'un Empire russe, toujours prêt à mettre la main sur la petite Lettonie).

La Croix du Tonnerre recrutait essentiellement dans les jeunes cadres de l'armée, la petite bourgeoisie, certaines couches de la paysannerie et avait de solides bastions parmi les étudiants. Le mouvement, à son apogée, comptait plus de 30.000 adhérents, chiffre très considérable pour un petit pays.

Parallèlement à la montée de la Croix du Tonnerre, et ceci expliquant cela, une valse des ministères donnait à la Lettonie, dix-huit premiers ministres (de 1918 à 1934), tandis que la minorité allemande commençait à s'agiter, du fait de la naissance du III^e Reich.

Zemlin se mit alors à préparer presque ostensiblement un coup de force pour chasser le Premier ministre Karlis Ulmanis, une nouvelle fois revenu au pouvoir.

Zemlin savait compter sur un certain nombre d'officiers en activité, dont les majors Voldemar Veiss et Karlis

Aperats (futurs officiers supérieurs de la Waffen SS lettonne). Mais prenant de vitesse les conjurés, Ulmanis décréta en 1934 l'état de siège, liquida tous les partis politiques et la « salima » (parlement) et se fit proclamer, en 1936, à la fin du deuxième mandat d'Alberts Kievis, Président de la République, « Vadonis » (Chef, Führer) de la Lettonie. Bien que dissous, la Croix du Tonnerre poursuivit illégalement son activité, malgré la dure répression exercée par la police d'Ulmanis et la mutation à des postes d'attachés militaires à l'étranger des sympathisants officiers du mouvement (c'est ainsi que le major Veiss se retrouve nommé à Helsinki). Espérant sa revanche, le parti conserve ses structures clandestines, guettant toujours une occasion d'agir. Malheureusement pour lui, Ulmanis réussit à mieux stabiliser la situation qu'au moment où il n'était qu'un parlementaire comme les autres (certes plus prestigieux), tandis que la situation économique continue à s'améliorer.

La fin de la liberté lettone

Mais l'approche de la guerre menace, plus sûrement que ne peut le faire la Croix du Tonnerre, la position d'Ulmanis. Celui-ci tente alors de se rapprocher des Allemands mais ceux-ci ne paraissent pas désireux de cautionner leur vieil adversaire de 1919.

Profitant de leur pacte avec les Allemands et désireux d'accroître leur glacis de protection, les Russes exigent en début d'octobre que la Lettonie (à la suite de l'Estonie et parallèlement à la Lituanie) accepte la présence de troupes soviétiques sur son sol.

Tandis que le noyautage russe, appuyé sur la population juive, les milieux de gauche et les opportunistes habituels se développe rapidement, les cadres clandestins de la Croix du Tonnerre essaient de réagir, reprochant à Ulmanis sa mollesse face à l'occupant.

A la suite des victoires allemandes à l'Ouest, Moscou, le 17 juin 1940, met complètement la main sur la Lettonie, en y organisant un plébiscite honteusement tru-

qué. Des élections fabriquées donnent la victoire totale à des listes de Front Populaire, tandis que le nouveau gouvernement, sous la férule russe, demande le rattachement de la Lettonie à l'U.R.S.S., ce qui est fait le 5 août 1940. Les principaux dirigeants de l'Etat (et une grande partie des chefs de la Croix du Tonnerre) sont déportés en Sibérie tandis que les Volksdeutsche (Allemands de race) vont s'installer dans le Gouvernement Général de Pologne occupée.

Une féroce épuration s'abat sur la population lettone, mais, déjà, la Croix du Tonnerre organise les premiers réseaux de résistance, tandis que se constituent quelques maquis embryonnaires dans les forêts du pays. Réfugiés en Allemagne, Voldemar Veiss et le général Rudolf *Bangersky* (ancien ministre de la guerre d'Ulmanis, mais rallié à la Croix du Tonnerre depuis l'effondrement du régime de celui-ci) tentent d'intéresser le III^e Reich au sort du peuple letton. Après bien des réticences, leurs interlocuteurs (souvent des membres du S.D., Service de Sécurité SS) paraissent plus réceptifs en début de 1941. C'est que dans le cadre de l'opération Barbarossa, l'appui de la résistance lettone peut être un sérieux atout pour les armées allemandes.

Ayant reçu un certain nombre de moyens, Veiss et *Bangersky* font passer de l'argent et des armes à un comité secret, surtout composé d'officiers membres de la Croix du Tonnerre, et présidé par l'ex-général de division Oskar *Dankers*. Ce comité préparait activement un soulèvement contre les communistes, en liaison avec les petits groupes de partisans lettons, déjà timidement entrés en action.

Devant la multiplication des actes de sabotage, les Russes commencèrent, à la fin du mois de mai 1941, à craindre un soulèvement généralisé. Aussi, entre les 12 et 14 juin, sous les ordres du tchékiste juif Boris Koum, les formations spéciales du N.K.V.D. raflèrent trente-cinq mille lettons, appartenant aux cadres dirigeants du pays, afin de briser les reins à la révolte qui s'annonçait.

La libération du territoire

Dès le début de l'attaque allemande, le front soviétique en Lettonie s'écroula devant les assauts de Manstein (LVI^e Panzer Korps) et aux détachements avancés de la 18^e Armée, commandés par le colonel Otto Lasch.

Harcelant la retraite soviétique, des partisans lettons font leur apparition, contribuant à la rapide libération de Libau et de Mitau.

Tandis que s'organise un « Directoire Général letton », présidé par le chef de la résistance anticommuniste, le général Dankers, sous le contrôle des autorités allemandes, les rescapés de la Croix du Tonnerre obtiennent de nombreuses places dans la Lettonie renaissante. Leur formation para-militaire, les Aisargi de *Soodla*, multiplie les actions contre les prorusses.

Voldemar Veiss va être durant quelques mois le chef de la sûreté. En liaison avec le chef allemand du S.D. pour la Lettonie, SS obersturmbannführer Strauch, il multiplie les mesures antisémites, tandis que des commandos lettons effectuent déjà des pogromes, spécialement à Riga. Le major Viktor *Arajs* et son adjoint Herbert *Cukurs*, chefs du groupe Riga de la Croix du Tonnerre sont les organisateurs de ce pogrome, effectué en liaison avec le corps franc letton. Les groupes de l'Einsatzkommando A opèrent dans le même sens sur le territoire de la Lettonie.

Tandis que les responsables de la Croix du Tonnerre s'installent à ces postes, d'autres mettent sur pied les premières formations armées lettones. Le major Aperats crée ainsi l'un des premiers bataillons de sécurité lettons, qui vont lutter contre les partisans un peu partout, en Russie et en Pologne. De nombreuses autres formations vont suivre, qui forment une légion lettone sous commandement SS.

La plus grande partie des cadres de la Croix du Tonnerre se retrouve successivement dans cette légion, depuis Veiss, qui, en tant que SS Standartenführer, tombera au combat à la tête de ses hommes (2^e Brigade SS) en juil-

let 44, jusqu'à Aperats (lui aussi tué au combat en juillet 44, comme chef du 32^e Régiment de Waffen SS lettons), en passant par le SS standartenführer *Janums* (32^e régiment de Waffen SS), ancien responsable des milices para-militaires du Perkonkruts.

Du fait des nécessités militaires, et de l'influence toute-puissante des Allemands, le Perkonkruts ne put appliquer que des fragments épais de son programme, tout en accordant cependant des satisfactions assez substantielles à la paysannerie. Ce début de partage des terres lui donna une assise paysanne relativement solide.

Tandis que les formations de police lettones guerroyaient contre les partisans et que les Waffen SS lettons se couvraient de gloire sur le front, les Russes, ayant repris l'initiative, menaçaient de plus en plus les frontières lettones. Au mois de juillet 1944, le VI^e SS Korps letton du SS obergruppenführer Krüger (15^e SS Lettland et 19^e SS Latvia) se sacrifia entre Opotchka et Dunabourg, pour enrayer l'assaut soviétique.

Le retour des Russes.

Tandis que s'organise la poche de Courlande, bientôt définitivement encerclée, dans les régions reconquises par les Russes, la Croix du Tonnerre s'efforce d'installer des guérillas. En liaison avec les Frères de la Forêt estoniens, ces bandes de partisans donnent du fil à retordre aux formations de la N.K.V.D. chargées de cette lutte. En mai 1945, après des mois de résistance, la poche de Courlande tombe (tandis que des soldats lettons luttent jusqu'au dernier moment à Berlin), mais la résistance n'en est pas terminée pour autant. Depuis leur exil, en Grande-Bretagne, en Allemagne ou en Suède, certains rescapés de la Croix du Tonnerre vont tenter à plusieurs reprises d'aider leurs camarades qui luttent sans espoir contre les Russes.

Tandis que 115.000 Lettons fuyaient leur pays, 50.000 en étaient chassés entre 1945 et 1946, tandis qu'en

1949, la déportation de 60.000 Lettons marquait la fin de toute résistance envisageable.

Depuis lors, on peut estimer que la Croix du Tonnerre a disparu encore que quelques émigrés vieillissants restent aujourd'hui fidèles à son souvenir et crient encore à l'occasion le slogan du parti :

« Zihnaï Sweiks » (Gloire au combat).

Jugement sur la Croix du Tonnerre

Mouvement relativement important et bien structuré, la Croix du Tonnerre n'a pu parvenir avant 1941 au pouvoir du fait de la forte personnalité d'Ulmanis. Elle a cependant réussi à toucher des milieux relativement vastes et a servi en grande partie de cadre à l'effort de la Lettonie pour sauvegarder son indépendance. Elle s'est donc efforcée, dans la mesure de ses moyens, de rester fidèle à son serment « Défendre la liberté et l'indépendance de la Lettonie, par-dessus tout ».

II

Le fascisme estonien : Le W.A.B.S.E.

Situation de l'Estonie

Comme en Lettonie, la base à partir de laquelle naquit un fascisme autochtone était composée des anciens combattants contre le bolchevisme. En effet, en 1919, les Estoniens avaient durement lutté contre les troupes communistes qui tentaient de s'emparer de leur pays.

Sous le commandement du général Laidoner, les corps francs hâtivement mis sur pied avaient refoulé les Russes et sauvé l'indépendance toute nouvellement acquise. Des contingents estoniens avaient ensuite appuyé les Lettons dans leur lutte contre les germano-russes blancs de Von der Göltz, les Estoniens ayant été eux-mêmes soutenus par un corps de volontaires finlandais, leurs frères de race.

Après la conquête de l'indépendance, des liens cordiaux unirent Helsinki et Tallinn (capitale de l'Estonie), tandis qu'une alliance militaire défensive devenait effective avec la Lettonie.

A la différence de ce dernier pays, l'élément allemand était très peu nombreux et influent en Estonie, tandis que les Juifs ne s'y trouvaient, eux aussi, qu'en très petit nombre.

Le problème agraire se posait avec assez peu d'acuité et la situation économique du pays était relativement prospère. L'orientation de la vie politique et commerciale était nettement tournée vers les pays scandinaves et la Grande-Bretagne.

Tout ceci semblait donc devoir entraîner une assez rapide adaptation aux règles de la démocratie parlementaire. Mais c'était sans compter avec les problèmes posés par la proximité menaçante de l'Union Soviétique. Celle-ci était toujours soupçonnée de vouloir menacer la liberté de l'Estonie, afin de se doter de nouveau d'une vaste façade maritime sur la Baltique, but constant de la politique russe, sous tous les régimes.

Par suite de cette menace, et pour faire face à une possible manœuvre de subversion interne, anciens combattants de 1919 et jeunes étudiants nationalistes étaient restés groupés dans l' « Association des Combattants des Corps Francs » (W.A.B.S.E.), animée par le héros national, le général Laidoner. Un soulèvement sanglant à Tallinn des bolchevicks locaux montra que ce danger n'avait rien d'illusoire. Sous cette direction, le W.A.B.S.E. n'était, à l'origine, qu'un mouvement essentiellement nationaliste et conservateur, avec une allure très nettement para-militaire. Ses adhérents formaient une sorte de garde civique, prête à renforcer l'armée en cas d'invasion russe ou de putsch communiste, sans trop se mêler des problèmes politiques. Tandis que le W.A.B.S.E. restait un groupement relativement modéré, un certain nombre de ses responsables, beaucoup plus extrémistes, organisaient une formation nettement fasciste, le « Front National du Travail ».

Le Front National était placé sous la direction d'un militaire connu, ancien adjoint de Laidoner pendant la guerre d'indépendance, le général *Larka*. Le chef des jeunes du Front était l'étudiant *Artur Sirk*, idéologue et organisateur du mouvement, qui entreprit un habile travail de noyautage au sein du W.A.B.S.E.

Tandis que le front menait une dure campagne contre le Président Päts et surtout contre ses adjoints, Karl

Selter et Jüri Ulüots, accusés d'une trop grande timidité face à Moscou, les frontistes s'assuraient des places de direction au sein du W.A.B.S.E.

Finalement, écartant Laidoner, le général Larka devint le chef unique de la puissante organisation para-militaire. Artur Sirk la dota d'une idéologie de type fasciste, préconisant un état corporatif, une alliance avec la « Croix du Tonnerre » lettone et avec la Finlande, ainsi qu'un rapprochement avec l'Allemagne (à partir du 30 janvier 1933). Sirk et Larka espéraient que le nouveau III^e Reich se lancerait à bref délai dans une croisade contre le bolchevisme et entendaient que l'Estonie y participe activement. Au contraire, Laidoner et Päts étaient avant tout soucieux d'éviter tout risque de conflit et ne pouvaient donc que se montrer irréductiblement hostiles aux projets du W.A.B.S.E. Le W.A.B.S.E., sur le plan intérieur, menait une lutte au couteau contre le Parti Social-Démocrate, qu'il accusait d'être trop perméable à des influences communistes, et qui avait créé un « Front Antifasciste » dirigé contre lui. Les violentes bagarres entre activistes fascistes et militants socialistes ne tardèrent pas à inquiéter Päts, qui vit, en outre, dans ces heurts un excellent moyen pour réaliser ses rêves de pouvoir personnel. Après avoir nommé Laidoner, chef d'état-major de l'armée, Päts, le 12 mars 1934, avec le soutien de celui-ci, fit alors un coup d'état, proclamant dissous le gouvernement et tous les partis, dont le W.A.B.S.E.

Le général Larka, refusant d'accepter la dissolution du W.A.B.S.E., prépara aussitôt un putsch contre le régime Päts, bien que celui-ci multiplia les déclarations anticomunistes et annonça la création d'un régime autoritaire.

En décembre 1935, les militants du W.A.B.S.E. attaquent les édifices publics de Tallinn, tentent de prendre d'assaut le palais présidentiel et la radio. L'affaire avait été montée d'une façon assez improvisée et ce caractère contribua grandement à rendre plus difficile la tâche des putschistes. Mais la garde personnelle de Päts repousse les premiers assauts, ce qui permet à Laidoner de faire

affluer des unités de l'armée et de la police, restées fidèles. Après quelques échauffourées, les formations du général Larka, cernées et menacées de destruction, doivent se résoudre à capituler. Le putsch avorté n'avait fait qu'un petit nombre de victimes. Une sévère répression s'abat alors sur le parti, tandis que plusieurs de ses chefs s'enfuient en Allemagne et en Finlande.

Päts, en 1936, fait voter une nouvelle constitution et est réélu triomphalement, poursuivant une politique étrangère faite d'attentisme. A l'intérieur de l'Estonie, le W.A.B.S.E., dissous et traqué par la fort efficace police de Päts, refusait de désarmer. Au sein de l'armée se formaient d'actives cellules fascistes qui préparaient la chute de Päts. Des officiers comme le colonel Viktor *Koern*, le lieutenant-colonel Alfons *Rebane* et le major Hans *Hirvelaan* adhéraient aux cellules militaires fascistes, bien décidés à prendre leur revanche du putsch raté de 1935.

D'autres groupes, sous la direction d'Hjalmar Mäe tentaient, avec plus ou moins de bonheur, de noyauter les milieux politiques et administratifs du pays ; et spécialement les actives forces policières du régime.

La Résistance contre l'U.R.S.S.

Tous ces préparatifs allaient devenir futiles devant le dramatique sort qui devait être celui de l'Estonie. Dès le déclenchement des hostilités entre le Reich et la Pologne, l'U.R.S.S., dégagée provisoirement de toute crainte à l'égard de l'Allemagne par le pacte germano-soviétique et la guerre de l'Ouest, se prépare à mettre la main sur les Pays Baltes, « poumon » essentiel de la Russie d'Europe.

Profitant d'un incident mineur (un sous-marin polonais, l'*Orzel*, interné à Tallinn, s'était enfui du port malgré les Estoniens), Moscou exige la conclusion d'un « pacte d'assistance », que Päts accepte le 28 septembre 1939, faute de pouvoir s'y opposer militairement.

Rapidement, les Russes s'emparent de la réalité du pouvoir et par des arrestations et des déportations bri-

sent la résistance. En juillet 1940, après des élections truquées, une assemblée de « marionnettes » à leur solde vote la réunion de l'Estonie à l'U.R.S.S., tandis que Päts, payant ainsi les timidités de sa politique, est déporté en Sibérie (en même temps que son collègue letton, Ulmanis).

La N.K.V.D. s'occupe alors, avec une particulière attention, des groupes du W.A.B.S.E., considérés comme des ennemis fort dangereux. Ayant raflé les listes de suspects, établies par la police de Päts, les Tchékistes les utilisent pour détruire les noyaux encore existants du parti fasciste. Echappant de peu à l'arrestation, les chefs militaires du W.A.B.S.E. parviennent à gagner les forêts et, dès août 1940, Koern, Rebane et Hirvelaan créent près de Puurmani, au nord-ouest de Dorpat, les « Frères de la Forêt », association de partisans anticommunistes.

Les Frères de la Forêt engagent presque aussitôt la lutte contre les occupants, dans les forêts de Painurme, Karavère, Puurmani, Tamsalu, Tudu et Tsooru, dans l'est du pays, malgré les féroces mesures de répression des Russes. Les Frères disposent rapidement de plusieurs milliers de combattants courageux et disciplinés, pour la plupart militants du W.A.B.S.E., décidés à libérer leur pays par les armes.

Les Frères entrent en contact, par l'intermédiaire des militaires finlandais, avec les Allemands. Ceux-ci, qui préparent l'invasion de l'U.R.S.S., sans révéler leurs projets, font des offres discrètes aux partisans estoniens. Ceux-ci, qui savent fort bien qu'ils ne sont pas de taille à chasser seuls les Russes, accueillent avec faveur les propositions des Allemands, tout en se méfiant des ambitions germaniques.

Dès que les troupes allemandes entrent en Russie, les Frères de la Forêt intensifient leurs activités, multipliant les opérations de sabotage et abattant de nombreux officiels soviétiques et agents de la N.K.V.D. Les féroces mesures prises par Boris Koum ne brisent pas leur volonté de résistance, tandis que la domination russe commence à s'effriter. En août 1941, des troupes de la XVI^e Armée allemande entrent en Estonie et la 217^e D.I. du

général Balzer prend d'assaut Tallinn, avec le soutien de commandos des Frères de la Forêt, infiltrés dans la capitale sous la direction d'Alfons Rebane. Une partie de la flotte soviétique (Amiral Vassil F. Tributs) parvint à gagner Cronstadt malgré de lourdes pertes dues aux mines et aux sous-marins finlandais. Les Frères effectuent de sanglantes représailles contre les Estoniens favorables aux communistes et, en particulier, contre les Israélites, tandis que des volontaires dirigés par le colonel Koern libèrent les îles de Dago et d'Oesel, avec l'aide de la 61^e D.I. allemande (général Haenicke). Au début de septembre 1941, la totalité de l'Estonie est libérée des Russes, qui se replient en désordre, afin de couvrir Leningrad.

Dans le pays libéré, W.A.B.S.E. et Frères de la Forêt s'emparent des leviers de commande de l'Etat, tandis qu'en janvier 1942, l'ex-militant fasciste Hjalmar *Mäes* constitue un « Laudestat estonien » (conseil territorial estonien), composé d'adhérents ou de sympathisants du W.A.B.S.E., et disposant d'une certaine liberté d'action.

Mais rapidement, les mesures prises par les Allemands, surtout par le Commissaire du Reich Heinrich Lohse, gênant l'action du nouveau conseil, entraînent une scission parmi les nationalistes. Viktor Koern reconstitua les Frères de la Forêt, reprit le maquis et entama la lutte contre les Allemands (et contre les premiers partisans rouges en train de faire leur apparition dans les forêts de l'Estonie). Au contraire, Alfons Rebane resta fidèle aux Allemands, prit la tête d'un 658^e bataillon de sécurité et se mit à guerroyer contre les partisans communistes (prenant soin de ne pas se heurter à ses camarades des Frères de la Forêt).

Tandis que le W.A.B.S.E. commençait à prendre des mesures antisémites (quoique sur une bien moins grande échelle que dans les pays voisins) un fort mouvement de volontaires ralliait la Waffen SS, permettant la constitution d'une brigade estonienne SS, plus tard 20^e division SS « Estland » (SS brigadeführer Ausberger), où Alfons Rebane allait s'illustrer comme commandant de régiment, y gagnant sa décoration de chevalier de la Croix de Fer.

Pendant ce temps, les formations para-militaires du W.A.B.S.E., exécutent de nombreux pogromes et assoient de plus en plus leur pouvoir. Considéré comme trop modéré Maës est, en 1943, remplacé par Otto Tief, ancien responsable du W.A.B.S.E. pour Tallinn, qui prépare activement la mobilisation générale. Cette mobilisation ne pourra être effective que par le ralliement des anciens partisans de Päts, obtenu en février 1944, lorsque le S.D. allemand accepte de libérer l'ancien ministre Jüri Uliots. Mais le danger soviétique ne cesse de grandir tout au long de l'année 1944, tandis que les troupes russes se lancent sans cesse à l'assaut du front nord, tenu par les XVI^e et XVIII^e armées allemandes, renforcées par de nombreux volontaires baltes, tandis que 2.000 volontaires estoniens, peu favorables au Reich et au national-socialisme, préfèrent se battre dans les rangs de l'armée finlandaise.

Le Rideau de Fer descend sur l'Estonie

En juillet-août 44, la chute du Groupe d'Armées Centre amène une menace d'encerclement du Groupe d'Armées Nord : le long de la Narva, le III^e SS Panzer Korps (où combat la 20^e SS « Estland ») repousse avec rage les attaques répétées du Front de Leningrad, tandis qu'à Dorpat, le 2^e régiment de gardes-frontières estoniens et les Wallons de Léon Degrelle stoppent les Russes pendant de longs jours. Mais la chute de Tukkum, le 29 juillet, entraîne l'encerclement des pays baltes. Tout semble perdu lorsque le 20 août, la liaison est rétablie. Mais ce n'est qu'un sursis pour l'Estonie, car en septembre, le III^e Corps SS du SS obergruppenführer Félix Steiner doit se replier sur Pärn, près de la frontière lettone. Le 22 septembre, sous la protection du cuirassé de poche Lützow et du croiseur lourd Prinz Eugen, un long convoi amène 10.000 soldats allemands et des milliers de réfugiés estoniens hors de Tallinn. Tandis que le gouvernement d'Otto Tief, installé dans le petit village d'Häädemeeste, essaie désespérément d'organiser des positions de

défense, les hommes du W.A.B.S.E. rejoignent un peu partout les Frères de la Forêt. Viktor Koern a, en effet, aussitôt engagé la lutte contre les Russes et réalise l'unité d'action avec les SS estoniens, qui prennent, à leur tour, le maquis.

En octobre, les îles de Dago et Oesel, derniers bastions de la liberté estonienne, tombent aux mains du 8^e Corps russe (général Lembit Pärn, d'origine estonienne), après une dure résistance dans la presqu'île de Sworbe, grâce à l'aide du 2^e groupe de combat naval allemand (cuirassés « Admiral Scheer », « Lützow », 3 destroyers, 4 torpilleurs amiral Thiele).

La 20^e division SS, après avoir combattu dans la poche de Courlande, fut expédiée en Silésie, où, écœurés de devoir combattre loin de leur pays, les Waffen SS estoniens allaient plus ou moins se débander, en mars 1945. Après un baroud final lors du soulèvement de Prague en mai, la division se dissolvait, les Estoniens tentant d'échapper aux Russes par tous les moyens.

Dans leur pays, les combats se poursuivaient contre l'occupant. Les Frères de la Forêt y mènent alors une lutte implacable, contrôlant de vastes régions vers Fellin, Valga, Dorpat et Lehtse. Les Russes doivent amener une dizaine de divisions et de nombreuses formations spéciales de la N.K.V.D. pour lutter contre les partisans.

Koern, réconcilié avec le SS standartenführer Alfons Rebane, mène une lutte sans espoir, dispersant ses hommes en petits groupes de combat, afin de les rendre moins vulnérables aux opérations de ratissage des Russes.

Les Frères de la Forêt sont aidés par les paysans mais la collectivisation des terres et les déportations font le vide autour d'eux. En 1948 Koern tombe au combat et en 1949 c'est le tour de Rebane. Le mouvement des Frères est ensuite à peu près anéanti, quoique l'on puisse relever jusqu'en 1956 certaines traces d'activités.

Quant aux membres du W.A.B.S.E., réfugiés en Scandinavie, en Allemagne de l'Ouest ou en Grande-Bretagne, ils n'ont plus fait preuve d'aucune sorte d'action et l'on peut considérer que leur rôle est bien terminé.

Jugement sur le parti W.A.B.S.E.

Le mouvement W.A.B.S.E. a été, au départ, un mouvement très conservateur, de type nationaliste, parfaitement représentatif de l'esprit « ancien combattant ».

Sous l'influence de jeunes tentés par le fascisme, il est devenu beaucoup plus extrémiste et est entré en lutte contre Päts et sa dictature. On ne peut pas dire que le W.A.B.S.E. ait fait montre d'une quelconque originalité au point de vue idéologique, malgré les efforts en ce sens d'Artur Sirk. Le parti s'est donc limité à prêcher une mystique à la fois autoritaire et communautaire, violemment anticomuniste et assez peu teintée d'antisémitisme.

Recrutant, comme la « Croix du Tonnerre » lettone dans les milieux de la petite bourgeoisie, les intellectuels et les jeunes militaires, le W.A.B.S.E. s'est avéré incapable de prendre le pouvoir, mais il a su être à la pointe du combat, dès les débuts de l'occupation soviétique. Le prestige ainsi acquis lui a permis de s'emparer du pouvoir dès les premiers jours de la libération, mais les exigences allemandes, en entraînant la cassure de l'organisation et le passage à la lutte armée de certains de ses meilleurs militants, ont durement touché le W.A.B.S.E. Celui-ci a été incapable de mobiliser la nation et a dû finalement, sous la pression des Allemands, coexister avec ses vieux ennemis, partisans de Päts, sans parvenir pour cela à sauver son pays. Après la victoire russe, ses chefs, réconciliés dans la défaite ont animé une lutte désespérément inégale contre les Russes, avant de finir par succomber, les armes à la main.

III

Le Fascisme lituanien : «Les Loups d'Acier»

Situation de la Lituanie

La naissance de la Lituanie indépendante ressemble fortement à celle des républiques sœurs, estonienne et lettone. D'abord sous protectorat allemand (avec l'intermède d'une intégration quasi complète à l'Empire Germanique), elle succombe sous les coups des troupes rouges se ruant vers l'Ouest et est dégagée par ses futurs ennemis, Allemands du Baltikum et Polonais des Légions de Pilsudski.

La reconquête de l'indépendance va être payée très cher par les Litvaniens. Leur vieille capitale historique, Vilna, est enlevée par un coup de force de militaires polonais, malgré les protestations internationales.

Mais, par un infernal ricochet, le rapt de Vilna (Wilno en lituanien), qui sépare définitivement par un mur de haine les Litvaniens et les Polonais (dont l'accord fédératif avait pourtant fait la grandeur du Royaume Polono-Lituanien du xvi^e siècle), entraîne en outre une cassure presque aussi grave entre l'Allemagne et le nouvel Etat. En effet, la propagande nationaliste en Lituanie reven-

dique avec force, et en matière de compensation, la ville de Memel (en Lituanien Klaipeda), alors ville libre sous contrôle de la Société des Nations avec un statut analogue à Dantzig : Memel, peuplée en majorité d'Allemands, représentait pour la Lituanie un poumon maritime vital (encore plus important que l'ensemble des Pays Baltes pour l'U.R.S.S.).

Les éléments ultra-nationalistes de Lituanie commencent dès 1920 à s'agiter pour obtenir la cession de Memel, au besoin par la force des armes.

Pour structurer les divers groupuscules qui s'agitent dans ce but, le politicien Voldemaras crée le puissant mouvement fasciste des « Loups d'Acier ». Les Loups d'Acier proclament leur volonté de rendre Wilno à la Lituanie, de préserver l'indépendance du pays face à l'U.R.S.S. et d'annexer Klaipeda.

Considérant que les Juifs lituaniens étaient à la fois des agents de l'impérialisme, linguistique et culturel, allemand et des agents du bolchevisme, les Loups d'Acier exigent de sévères mesures antisémites. Ces revendications prennent souvent l'accent d'un « progressisme agraire » très net, prêchant une réforme agraire et une lutte contre le « capitalisme juif ».

Profitant de la faiblesse des mouvements de gauche, et de leur incapacité à exprimer de façon tangible les revendications des classes prolétarisées (prolétariat urbain, ouvriers agricoles, métayers, petits paysans), les « Loups d'Acier » prennent à leur compte ces revendications et les expriment d'une façon très violente. Le recrutement du mouvement fasciste s'en ressent vite. Au départ, comme le W.A.B.S.E. estonien ou « la Croix du Tonnerre » lettone, les « Loups d'Acier » sont formés de jeunes officiers, d'étudiants et d'anciens Combattants de la lutte contre les bolchevicks. Mais rapidement un assez grand nombre de petits paysans, de prolétaires et de petits bourgeois rejoint le mouvement et en transforme profondément le caractère. L'aspect « militaire » des « Loups d'Acier » reste alors l'apanage des milices que met sur pied le colonel Glowackas, ancien chef d'état-major des Corps Francs lituaniens.

Les milices des « Loups d'Acier » se fixent pour but non seulement la défense « intérieure » du pays contre une subversion communiste et la défense « extérieure » comme réserves de l'armée nationale, mais encore une attitude « active » dans la recherche de la réalisation des ambitions territoriales de la Lituanie.

Dans le cadre de cette attitude « active » (voire activiste), en 1923, avec la complicité voilée des autorités officielles et le soutien encore plus actif de l'armée lituanienne, le colonel Glowackas prépare une action contre Memel, la ville étant défendue par une garnison française symbolique, sous la direction d'un Haut-Commissaire de la S.D.N.

Brutalement, les commandos « Loups d'Acier » foncent sur la ville, surprennent la garnison, terrorisent les Allemands de Memel, « éjectent » proprement le fonctionnaire international et proclament derechef l'annexion de la nouvelle Klaipeda. Comme dans le cas de Vilna, « l'Opinion internationale » se limite à des récriminations sans portée.

Le fascisme triomphant

La « Victoire » de Klaipeda accroît considérablement le prestige des Loups d'Acier, qui commencent à se poser en successeurs possibles du faible régime libéral de Kowno. Celui-ci s'avère bientôt incapable de faire face à l'agitation fasciste. Dans les campagnes, de grandes manifestations ont lieu, organisées par les éléments extrémistes, réclamant une « épuration radicale » des Juifs, des démocrates et des pro-communistes. Cette agitation s'étend à son tour dans les villes, tandis que l'armée et la police voient se constituer en leur sein des cellules de plus en plus nombreuses et actives des Loups d'Acier.

Sentant que le moment est favorable, Voldemaras conclut alors un accord avec le chef du parti conservateur Smetona, afin de balayer plus facilement le gouvernement. Celui-ci, sentant la menace grandir, tente enfin de réagir au début de 1926. Le colonel Glowackas est arrêté et les sections para-militaires des « Loups d'Acier » dis-

soutes. Tout ceci ne freine nullement les projets des putschistes, qui savent pouvoir compter sur de larges complicités parmi les forces gouvernementales. Voldemaras, craignant d'être arrêté à son tour, précipite le mouvement et, le 17 décembre 1926, les commandos des « Loups d'Acier » et des éléments de la 1^{re} division occupent Kowno. Les ministres s'éclipsent furtivement ou sont cueillis par les rebelles, qui ne rencontrent que de très faibles noyaux de résistance. En moins d'une demi-heure, le siège de la police est occupé, après une fusillade symbolique. Tous les édifices publics tombent en quelques heures aux mains des Loups d'Acier. Le lendemain même, après de difficiles tractations entre conservateurs et fascistes, un accord est conclu, visant au partage du pouvoir nouvellement conquis.

Par une cote mal taillée, Smetona devient président de la république, Voldemaras, chef du gouvernement, tandis que les ministères sont partagés entre les tenants des deux groupes. Malheureusement pour le cours futur des choses pour les fascistes, Voldemaras et ses amis, ne peuvent mettre la main sur l'armée, que dirige un ami de Smetona, le général Pierre Kubiliunas, quoique Glowackas, sorti de prison, dirige une « Garde Nationale », réserve de l'Armée, et donc force militaire appréciable pour les Loups d'Acier.

Très rapidement Voldemaras et Smetona se heurtent avec violence. Le premier veut poursuivre activement la fascisation du pays, ce que le second refuse. En particulier, Smetona laisse subsister les partis de gauche, afin de conserver un contre-poids face aux activités débordantes des fascistes. Comprenant que Smetona n'acceptera jamais de pratiquer la politique prônée par les Loups d'Acier, Voldemaras ne tarde pas à préparer un nouveau coup de force. Mais, le prenant de vitesse, Smetona, en septembre 1929, le destitue, lui et son gouvernement, et forme un nouveau gouvernement épuré de tous les éléments fascistes. Il ne reste plus aux Loups d'Acier qu'à préparer « de l'extérieur » le coup d'Etat qu'ils n'ont pu préparer efficacement « de l'intérieur ».

Pendant plusieurs années, Glowackas, quoique démis de ses fonctions de chef de la Garde Nationale, poursuit le noyautage de celle-ci pour disposer d'une force militaire suffisante.

En juin 1934, plusieurs formations de la Garde Nationale font mouvement sur Kowno, obéissant aux ordres de Glowackas et de Voldemaras. En même temps, plusieurs milliers de membres des formations para-militaires des « Loups d'Acier » se ruent, une fois de plus, à l'assaut des bâtiments officiels de la capitale. Mais la police de Smetona est fort bien faite et celui-ci était, depuis des mois, parfaitement tenu au courant des projets des conjurés. Aussi, le général Kubiliunas avait-il prévu la concentration rapide de la 1^{re} Division, fer de lance de l'armée lituanienne. Quelques heures avant la date prévue du soulèvement, la division se concentre et attaque aussitôt les groupes de conjurés. Ceux-ci sont très rapidement écrasés sous le nombre.

Pendant ce temps, les unités de la Garde Nationale, arrivées des campagnes, sont dispersées à coups de canons et de mitrailleuse par les troupes loyalistes.

Le putsch s'effondre alors, tandis que des milliers d'arrestations décapitent les « Loups d'Acier » désormais privés de toute influence.

La déroute des Loups d'Acier

Les milieux intellectuels vont cependant rester marqués par les « Loups d'Acier ». L'ex-professeur d'histoire Voldemaras y a toujours eu du prestige et l'antisémitisme farouche du mouvement rejoint les aspirations des étudiants qui exigent l'application d'un numerus clausus aux Juifs. Ceux-ci, très nombreux dans les professions libérales leur font concurrence, soulevant ainsi contre eux les virulentes protestations des nouveaux diplômés non juifs. La formation d'un sous-prolétariat intellectuel représente un danger permanent pour Smetona. Celui-ci, pour garder sous son contrôle ces groupes fort turbulents, axe sur un antisémitisme relativement modéré son parti, le Parti Chrétien National-Démocratique. Une pro-

pagande nationaliste intense antipolonaise et antirusse tente de détourner les masses des « Loups d'Acier », tandis que la police de Smetona se montre habile à déjouer les diverses conjurations que s'efforcent d'organiser quelques groupes épars du mouvement dissous. Mais la grande tourmente de la guerre va bientôt balayer le régime Smetona. Tout commence cependant bien pour la Lituanie, qui s'est rapprochée du III^e Reich, lui cédant Memel sous la menace mais sans trop se faire prier et qui voudrait bien avoir des rapports corrects avec l'U.R.S.S.

Profitant de l'écroulement de l' « ennemi héréditaire » polonais, l'armée lituanienne entre à la fin de septembre 39 dans Wilno et rattache la ville à la Lituanie. Mais il est visible que les Russes n'ont accepté cette annexion que parce qu'ils ont des desseins très précis sur le pays tout entier. Cédant aux Allemands une partie des territoires polonais conquis par l'Armée Rouge, les Russes exigent du Reich l'inclusion de la Lituanie dans leur sphère d'influence (alors que son inclusion était prévue dans celle de l'Allemagne).

Comme les deux autres Etats Baltes, la Lituanie est mise au pas et occupée tandis que la terreur rouge brise progressivement la résistance du peuple lituanien. Plus chanceux que ses collègues letton et estonien, Smetona s'enfuit à l'été 1940 en Allemagne, puis aux U.S.A., où vit une importante colonie lituanienne. Moins chanceux, de nombreux dirigeants sont arrêtés, déportés, exécutés. Par une tromperie sanglante, sous le couvert de pseudo-manœuvres de l'armée nationale, les Russes appellent sous les drapeaux de nombreux officiers de réserve, qui sont liquidés par les tueurs de Jdanov et Boris Koum.

Tandis que la mise au pas du pays se poursuit, la résistance s'organise, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le Front des activistes lituaniens et le Comité de Salut de la Lituanie, formés le premier par des militants « Loups d'Acier », le second par des membres du Parti Chrétien National Démocratique organisent des réseaux d'action et de sabotage.

En guerre avec l'Union Soviétique

L'Association des Lituanien d'Allemagne, qu'a créé Smetona avant son départ pour les U.S.A., s'emploie à soutenir le Comité de Salut National en lui envoyant des fonds et des armes. Des contacts fructueux sont pris avec le Service Secret Allemand (S.D.), qui prend de plus en plus une attitude hostile à l'égard de l'Union Soviétique. Des petits maquis commencent à se former dans le pays, mais leur activité, quoique réduite, entraîne de terribles représailles de la part des Russes. Lorsque le 22 juin 1941, le front s'embrase en Lituanie, le corps d'armée lituanien est intégré dans le système défensif soviétique mais son loyalisme est plus que douteux. Dans les jours qui ont précédé l'assaut allemand, les tchékistes ont multiplié les arrestations et les déportations afin de briser par avance toute possibilité de révolte.

Mais la sauvage répression communiste n'empêche pas le soulèvement du corps lituanien, qui massacre les Politrouks (commissaires politiques) russes et les communistes. Kubiliunas proclame aussitôt dans Wilno libérée la restauration de l'indépendance lituanienne. Un conseil provisoire est créé où des militants des « Loups d'Acier » se taillent la part du lion.

Mais les Allemands n'ont pas l'intention d'accepter un tel gouvernement et refusent de le reconnaître. Leur seul geste de bonne volonté est de recruter des bataillons de sûreté qui sous la direction du général Kubiliunas vont essayer d'assurer la pacification du pays. Celui-ci est encombré de bandes de soldats russes coupés de leurs camarades, de membres des formations spéciales du N.K.V.D. qui forment les premiers groupes de partisans et qui sont renforcés par de nombreux Juifs, fuyant les persécutions antisémites (la formation de jeunesse juive de droite, « Sioniste Révisionniste » du Betar prend, la première part à la lutte et son chef tombe les armes à la main dans un maquis juif au nord de Wilno).

Les combats font rage un peu partout, aux premiers éléments d'opposition se mêlant, dès 1942, des nationalistes irrités par les mesures prises par le Gauleiter Lohse,

chargé de l'administration du « Baltikum ». Des secteurs entiers de la Lituanie tombent aux mains des partisans tandis que les Schutzmannschaftenbataillone (bataillons de sûreté lituaniens) s'épuisent à faire la chasse aux maquis communistes, nationalistes lituaniens, juifs, fascistes polonais des Narodowe Sily Zbrojne (Forces Armées Nationales), nationalistes polonais de l'Armaja Krujowa et communistes de l'Armaja Ludowa (Armée de l'intérieur et Armée Populaire).

Dans l'anarchie qui s'étend, il devient rapidement impossible aux Lituaniens favorables à une collaboration avec l'Allemagne, et, en particulier, aux « Loups d'Acier » de dégager une politique acceptable pour l'opinion; les rapports sont mauvais avec les autorités allemandes; les SS se heurtent aux Lituaniens sur le problème du travail obligatoire, les déportations se multipliant vers les usines du Reich.

L'irruption des troupes soviétiques en Lituanie met un terme à ces querelles. De violents combats de chars se déroulent à Shavli, où les Russes laissent 600 blindés sur le terrain. Admis enfin à l'honneur de lutter côte à côte avec les Allemands et leurs frères baltes contre les Russes, les bataillons de sûreté tentent désespérément de défendre leur patrie, mais la plus grande partie de la Lituanie tombe sous la domination rouge.

Comprenant qu'il est impossible de poursuivre une lutte rangée avec les Allemands, les dirigeants des « Loups d'Acier », dans la déroute qui emporte tout, donnent l'ordre à leurs fidèles de gagner les maquis nationalistes existants. De discrets contacts avec ceux-ci avaient été pris quelques temps auparavant et une sorte de pacte d'unité d'action avait été conclu.

Guérillas sur la Côte d'Ambre

Dès l'automne de 1944, tandis que les combats font rage dans la poche de Courlande, toujours défendue par les forces germano-baltes, l'Armée de Libération Lituanienne prend naissance dans une forêt au sud de Kowno. Elle engage aussitôt la lutte contre les forces russes, tout

en tentant de s'accorder avec les maquis N.S.Z, qui ont, eux aussi, entrepris immédiatement de combattre l'Armée Rouge, dans le secteur de Wilno.

Pendant plusieurs années, malgré déportations, répressions, engagement de divisions entières de l'Armée Rouge, l'Armée de Libération parvient à tenir tête aux envahisseurs. Comme le note Roland Gaucher dans son excellent livre, *L'Opposition en U.R.S.S.* (p. 295) :

« Ces unités de partisans étaient tout aussi bien armées que l'U.P.A. (nationalistes ukrainiens). Mais à la différence de celles-ci... elles s'attaquaient essentiellement au N.K.V.D., aux dirigeants des soviets locaux, des kolkhozes ou de l'administration, ainsi qu'aux collaborateurs de l'occupant. Elles s'efforçaient en outre d'assurer la protection des populations ».

Profitant du soutien du Clergé Catholique et de la résistance à la collectivisation de la paysannerie, l'Armée de Libération résiste à l'action des spécialistes russes de la contre-guérilla.

En septembre 1944, le général Kruglov chef du N.K.V.D. pour la Lituanie, forme une milice locale antipartisans, infiltre des agents au sein des réseaux de résistance et, dès la fin de 1945, parvient à anéantir plusieurs importantes formations nationalistes.

Les nombreuses déportations, l'implantation de colons russes, la collectivisation accélérée brise les reins du mouvement des partisans.

A la mi-juillet 1949, les 15 à 20.000 partisans étaient réduits des 2/3 (30.000 partisans seront tués par les Soviétiques durant les opérations contre l'Armée de Libération).

Bien que la situation soit alors désespérée, des groupes de résistants poursuivent le combat jusqu'en 1952, où il semble bien que les derniers survivants aient été exterminés.

Aujourd'hui, encore, l'ampleur du dispositif soviétique dans le pays montre que les dirigeants du Kremlin ont quelques inquiétudes sur la « sagesse » des Lituaniens et leur adhésion à l'Ordre Nouveau.

Jugement sur les « Loups d'Acier »

Les « Loups d'Acier », du fait de la personnalité de leur principal dirigeant, Voldemaras, ont pu s'appuyer sur une idéologie assez élaborée et parvenir à enrôler une bonne partie des intellectuels. L'antisémitisme a constitué l'ultima ratio du programme du fait de la résonance qu'avait un tel programme ; mais les « Loups d'Acier » ont mis aussi sur pied une politique agraire assez bien conçue, tandis que certains d'entre eux, face à la crise qui touchait durement la Lituanie dans les années trente, envisageaient des solutions relativement originales (quoique souvent inspirées de l'économie allemande du docteur Schacht). Les échecs des « Loups d'Acier », le refus allemand d'accepter un véritable gouvernement lituanien, réduisirent leur rôle à peu de chose. Mais de 1940 à 1941, puis de 1944 à 1952, ils furent au premier rang des défenseurs de la liberté lituanienne.

IV

Le fascisme finlandais : Le Mouvement de Lapua

La situation en Finlande

Lorsque la Russie Tsariste s'effondra en mars 1917, le Grand-Duché de Finlande, qui jouissait d'une autonomie plus ou moins précaire sous les Tsars, profita de la fin de l'Union Personnelle qui le liait à la dynastie des Romanov pour se déclarer Etat indépendant.

Cette indépendance lui fut reconnue par le gouvernement provisoire de Russie et jusqu'au soulèvement bolchevick, la Finlande accepta de collaborer avec les nouvelles autorités. Cet accord avec les Russes ne dura pas ; Lénine ayant pris le pouvoir à Pétrograd, invite aussitôt le Parti Social-Démocrate finlandais (dont les membres l'avaient hébergé après les émeutes de juillet 1917), à renverser la république bourgeoise d'Helsinki et à y installer une République Rouge finlandaise.

L'incitation de Lénine est aussitôt suivie d'effet, et des Gardes Rouges renversent sans difficulté le faible gouvernement bourgeois, établissant dans la capitale finnoise la Dictature des Conseils.

Cependant, dans le Nord-Ouest du pays, des officiers et

des étudiants se soulèvent contre le nouveau pouvoir et mettent sur pied une petite Armée Blanche, sur le modèle de celles qui commencent à lutter contre les Soviets un peu partout en Russie.

Un ancien officier tsariste, colonel de la Garde Impériale, Mannerheim, prend la direction de ces faibles forces, refoule les sociaux-démocrates et installe un gouvernement dissident à Abo. Mais devant le soutien apporté aux Gardes Rouges finnois par les troupes russes encore stationnées dans le pays, Mannerheim fait appel aux Allemands. En juillet 1918, une division de chasseurs (général von Falkenhausen) participe à l'expulsion des troupes rouges et à la liquidation de la République Soviétique finnoise.

Après un intermède royal (la couronne étant donnée à un prince allemand), une « Terreur Blanche » qui frappe durement les partisans du régime disparu, une république démocratique s'installe. Le Parti Social-Démocrate accepte finalement de s'y intégrer, malgré les protestations de son aile gauche, nostalgique de la République des Conseils. L'emprise de la gauche reste très forte sur les masses ouvrières ; Viborg et son centre industriel, est un bastion Social-Démocrate et Communiste. Ne se limitant pas aux villes, les communistes (beaucoup plus actifs que les Sociaux-Démocrates) multiplient les actions de propagande dans les villages afin de briser le front commun paysans-bourgeois, qui s'était opposé à eux en 1918.

De nombreuses bagarres, souvent sanglantes, opposent en 1927-28 les paysans aux agitateurs communistes. Les forces de l'ordre paraissent incapables de les empêcher et l'inquiétude grandit dans les masses rurales, les commandos rouges surprenant les paysans dispersés, à leur travail (et ayant ainsi la même supériorité que les Squadisti fascistes face aux syndicalistes agraires, en 1920-22).

Brusquement, en novembre 1929, dans le petit village de Lapua, une formation communiste est durement attaquée et dispersée par les paysans qui, armés de fusils, de fourches et de haches, repoussent les envahisseurs. S'attendant à une riposte des communistes, furieux de leur échec, les vainqueurs, au lieu de se disperser, se

structurent en une solide organisation para-militaire et écrasent un retour offensif des rouges.

Surmontant l'individualisme extrême du paysan finlandais, Vittori Kosola, le chef de la résistance de Lapua, commence, grâce à sa forte personnalité, à un grand sens psychologique et à une habile tactique, à regrouper dans un mouvement original, les masses rurales. Ainsi naît le mouvement de Lapua, incarnation même du fascisme finlandais.

Le fascisme rural

Le mouvement de Lapua est, à ses débuts, une formation para-militaire rurale, une ligue paysanne en armes, à objectif strictement défensif.

Ses deux principaux dirigeants, Kosola et Dorfe Mäntsalä, n'ont pour but initial que la protection des masses rurales face aux assauts communistes. Une fédération souple unit bientôt plusieurs centaines de villages, qui s'engagent à se prêter mutuellement aide et assistance. En quelques mois, les effectifs de la fédération dépassent 30.000 hommes, auxquels il faut ajouter des dizaines de milliers de sympathisants.

Inquiets devant cette montée anticomuniste, les éléments de gauche s'efforcent de briser le mouvement de Lapua et les milices ouvriers attaquent, à plusieurs reprises, les villages ralliés à Lapua.

Connaissant leurs limites, Kosola et Mäntsalä font, de ce fait, appel à des officiers pour discipliner leurs troupes et leur permettre de faire face aux communistes.

Un comité militaire, dirigé par l'ancien chef d'état-major de l'armée finlandaise, le général Wallenius, prend le commandement tactique des formations para-militaires du mouvement. Celles-ci sont dotées d'une discipline, d'une hiérarchie et d'uniformes distinctifs. La base reste le village, mais les villages sont groupés en secteurs et les secteurs en cercles. Un réseau d'estaffettes permet la transmission accélérée des ordres. Des essais de mobilisation des secteurs et des cercles permettent de roder le dispositif. La direction « militaire » du mouvement est assurée par

des officiers de réserve à tous les niveaux. La Fédération des Anciens Gardes Blancs se rallie aux « Lapuistes » et leur offre ses spécialistes pour renforcer le potentiel du mouvement.

La Garde Civique, chargée auparavant de servir de réserves à l'armée et bien somnolente, est prise en main par les Lapuistes, qui peuvent ainsi constituer des stocks d'armes « légaux ».

L'idéologie du Mouvement de Lapua reste très sommaire, essentiellement basée sur l'antibolchevisme. Les attaques contre le « parlementarisme pourri » se multiplient par ailleurs, mais le Parti Agrarien est encore ménagé, l'idée étant de réaliser l'union des « Verts » (agrariens) et « Blancs » (parti libéral finnois, parti suédois) contre les « Rouges » (sociaux-démocrates et communistes), sous la houlette du mouvement de Lapua. Aucune trace d'antisémitisme dans le programme lapuiste, aucun « problème juif » n'existant en Finlande. Les projets d'organisation de l'Etat Nouveau de Lapua sont assez vagues mais basés sur la protection du monde rural, la défense de la petite propriété, des mesures protectionnistes. A Lapua, on prône une sorte de démocratie rurale, de type religieux et assez patriarcal, où la cellule-mère sera le village.

Mais Lapua est avant tout un « activisme », qui veut liquider le plus vite possible la menace communiste. Pour y parvenir, les chefs du mouvement décide de faire pression sur le gouvernement centre-gauche d'Helsinki, afin de l'obliger à interdire le Parti Communiste. Reprenant l'idée de la marche sur Rome, la direction militaire lapuiste concentre 12.000 militants autour de la capitale. En longues colonnes disciplinées, les lapuistes convergent le 7 juillet 1930 sur Helsinki, qu'ils occupent littéralement. Ils sont immédiatement renforcés par des milliers de sympathisants locaux (les partis libéraux voyant leur aile droite pencher vers Lapua), tandis que l'armée paraît bien décidée à ne pas se heurter à eux. Après des pourparlers orageux et devant le refus de l'Etat-Major (où Wallenius a beaucoup d'appui) de dissoudre la manifes-

tation par la force des armes, le gouvernement finnois capitule.

Il annonce l'interdiction du parti communiste et une politique visant à protéger la petite propriété. Les deux revendications majeures de Lapua sont ainsi acceptées mais le mouvement, qui se sent à la porte du pouvoir, hésite. L'aile extrémiste du capitaine Kalsta veut aller jusqu'au bout, renverser le gouvernement et instaurer la dictature nationale. Mais Mannerheim, conscience de la droite finlandaise, a fait savoir qu'il serait hostile à un putsch de Lapua. Aussi, son ancien lieutenant Wallenius s'oppose à Kalsta et fait se ranger à son avis Kosola et Mantsalä. Lapua s'estime satisfait des mesures gouvernementales et, après de longues tractations, les milices lapuistes regagnent leurs villages.

Après sa sensationnelle victoire, le mouvement de Lapua paraît s'assoupir quelque peu, son activité diminue. N'étant plus aiguillonnés par le sentiment d'un danger proche, de nombreux militants, tout en restant inscrits au mouvement, cessent d'y participer activement. Deux faits vont encore plus affaiblir Lapua.

— Le parti agrarien se rendant compte de la déperdition de son influence devant la montée de Lapua s'oppose violemment à celui-ci, rompant ainsi la solidarité rurale. Solidement implanté, disposant de coopératives puissantes, il est aussitôt un formidable adversaire pour un groupement encore peu assis et qui souffre de multiples troubles de croissance.

— L'aile extrémiste lapuiste du capitaine Kalsta, reprochant à Kosola son attitude attentiste et son idéologie finalement « modérée » rompt l'unité du mouvement et crée une organisation dissidente, qui va avoir, elle, une orientation nettement nationale-socialiste : « Organisation du Peuple Finnois ». La Nouvelle Organisation va recruter chez les jeunes officiers et étudiants, qui avaient jusqu'alors servi d'armature aux milices paysannes de Lapua. Après la rupture du Front Vert, cette amorce de rupture entre Verts et Blancs est d'un handicap très sérieux pour l'avenir de Lapua.

Profitant de ce déclin de Lapua, les politiciens des partis bourgeois multiplient leurs attaques et, en vertu de la lutte contre les extrémistes, demandent l'interdiction du mouvement de Lapua, - pour équilibrer l'interdiction du communisme.

En février 1932, Kosola, qui sent que le contrôle de la situation commence à échapper aux Lapuistes, propose au Comité Directeur de recommencer juillet 30, mais en allant cette fois jusqu'au bout.

Une nouvelle fois, le général Wallenius, sur les conseils de Mannerheim, refuse de diriger le putsch et persuade Mäntsalä, moins déterminé que son chef, que l'armée finlandaise s'opposerait par la force à un putsch. Le pays sombrerait dans la guerre civile et les communistes en profiteraient pour prendre le pouvoir.

Devant l'hostilité de la majorité des dirigeants lapuistes, Kosola incline. Un mois plus tard, le gouvernement dissout Lapua, sans que des troubles graves aient lieu. Obéissant aux ordres de Kosola, les militants lapuistes vont aussitôt tourner l'interdiction en créant un nouveau mouvement, dénommé : « Iscinmaallinen Kansan Liike » : Mouvement Populaire Patriotique (I.K.L.). Cependant l'I.K.L. ne retrouve pas la totalité des adhérents de Lapua ; l'interdiction des milices, prononcée conjointement à la dissolution de Lapua, prive l'I.K.L. des structures nécessaires à une action efficace. Quant au capitaine Kalsta, les événements ne l'ont pas fait renoncer à son hostilité à l'encontre de ses anciens amis et l'Organisation du Peuple Finnois fait une dure concurrence à l'I.K.L.

Les effectifs de l'I.K.L. ne vont cesser de fondre, ses activités sont presque toujours gênées par la police, les appuis dont il dispose au départ s'amenuisent. Finalement, il est interdit derechef en novembre 1938 et ne tente même pas de se reconstituer sous une nouvelle étiquette. Le mouvement de Kalsta, réduit d'ailleurs aux dimensions d'un grouspuscule activiste, survit seul lorsque l'U.R.S.S. attaque la Finlande.

La guerre contre les Russes

Les militants fascistes se pressent pour s'engager contre l'ennemi héréditaire (russe) et politique (rouge). Pour les ex-lapuistes, le combat contre l'Armée Rouge est le prolongement de la marche sur Helsinki. Aujourd'hui, il faut défendre Helsinki. Mais, comble du paradoxe, les corps francs qu'ils forment se battent fraternellement unis à ceux du Parti Social-Démocrate finlandais. Refusant les offres de la République Socialiste finnoise, formée par Otto Kuusinen, les Socialistes entrent dans le gouvernement d'Helsinki et font front contre les Russes.

L'héroïque résistance finlandaise ne peut cependant empêcher l'inévitable. En mars 1940, la Finlande cède les territoires convoités par Moscou, mais conserve, à ce prix, son indépendance.

L'attitude allemande, quasi hostile, a profondément déçu les Finlandais et tout spécialement les Lapuistes qui avaient fait de l'amitié avec l'Allemagne la clef de voûte de la politique étrangère qu'ils préconisaient.

Le refroidissement sensible des relations germano-russes satisfait le peuple finnois, mortellement inquiet à l'idée d'une initiative nouvelle de l'U.R.S.S. visant à l'intégrer en son sein (comme les petits Etats baltes). Un fort courant finnois, représenté à l'Etat-Major par les généraux Heinrichs et Talvela (anciens sympathisants de Lapua) prône une alliance militaire avec le III^e Reich pour récupérer les territoires arrachés par les Russes.

Les réticences du président Rinö Ryti et du maréchal Mannerheim lors de la conférence du 3 au 5 juin 1941, obligent à une cote mal taillée, d'alliance plus ou moins voilée.

Mais dès juillet, devant les victoires allemandes, les Finlandais se décident et le 20, l'« Armée de Carélie » (Heinrichs) lance une attaque générale contre le front soviétique.

Les fascistes finnois participent activement à cette guerre de libération. Avant même le début du conflit, et en accord avec les autorités gouvernementales (grâce à Aaltonen, chef de la police d'Etat et parrain du ba-

taillon SS en formation), Berger, chef du SS Hauptamt (Service Central de la SS) put organiser le recrutement de volontaires pour la Waffen SS.

Dans la 2^e semaine de mai 1941, un premier contingent de 116 volontaires (pour le plus grand nombre, anciens de Lapua ou de l'Organisation du Peuple Finnois) arriva en Allemagne. En juin, 400 Finlandais luttèrent dans la division de volontaires nordiques « Wiking » (obergruppenführer Steiner puis Gille).

Un nouvel afflux de volontaires dans la deuxième moitié de 1941 (un millier) permit la création d'un bataillon autonome de SSS finlandais, encadré par des officiers finlandais. Ainsi naquit le bataillon SS « Nordost », le plus redoutable noyau de volontaires étrangers de la Waffen SS (qui allait se battre avec celle-ci contre les Russes jusqu'en 1943, lors de son rappel ; des volontaires refusèrent d'obtempérer aux ordres d'Helsinki et restèrent dans la Waffen SS jusqu'à la fin). Parallèlement, les troupes finlandaises aidaient au dégagement des frères de race estoniens (grâce à leur marine), mais le front avait tendance à s'endormir.

Les militants fascistes font campagne pour l'annexion de la République Soviétique de Carélie et lancent l'idée d'une Grande Finlande, unie à l'Estonie et englobant Leningrad et la presqu'île de Kola. Ce thème de propagande n'enthousiasme cependant pas les foules et leur activité reste fort limitée.

La guerre traîne en longueur, les échecs allemands se multiplient, Mannerheim fait pression pour retirer le pays de la guerre. Les militants ex-lapuistes, eux, veulent poursuivre la guerre, mais ils ne peuvent s'opposer en septembre 1944 au retrait de la Finlande de l'alliance.

L'agression allemande du 14 septembre contre l'île de Suursaari les empêche par l'indignation qu'elle soulève, de tenter quoi que ce soit contre le nouveau gouvernement Mannerheim.

Quelques volontaires, seuls, continuent le combat aux côtés des Allemands. Cédant aux pressions russes, le gouvernement finlandais épure très sévèrement les fascistes, et fait condamner les « responsables » de la

guerre contre l'U.R.S.S. Le mouvement de Lapua, qui avait réorganisé ses structures en profitant de la neutralité de fait des années de guerre, fut définitivement écrasé.

Jugement sur le mouvement de Lapua

Le mouvement de Lapua tranche, parmi les mouvements fascistes de l'Europe du Nord, par sa composition, presque totalement paysanne.

Nous avons ici affaire à une ligue rurale d'auto-défense, qui veut agir contre les éléments « rouges » des villes. Il s'agit du passage sur le plan politique de l'éternelle opposition « ville-campagne ». Mais le facteur le plus intéressant du mouvement lapuiste est bien celui de l'organisation du monde paysan, qui a été réussi par lui. Le plus souvent, en effet, le paysan, individualiste voire anarchique, est incapable de faire face autrement que défensivement aux assauts extérieurs. Il ne peut se plier à une discipline de longue haleine et finit par être vaincu par un adversaire capable de revenir à la charge au moment où le paysan s'est démobilisé. Dans le cas finlandais, au contraire, grâce en réalité, à l'action des officiers de réserve nationalistes (dont le rôle fut déterminant, il fut possible de structurer le mouvement, de lancer une marche sur la capitale et d'assurer la victoire du programme minimum exigé. Mais après cette victoire, le mouvement, rongé par les dissensions, éclata et ne put, ensuite, jouer les cartes qui lui restaient, même durant l'alliance avec l'Allemagne (qui s'accommoda fort bien du gouvernement démocrate d'Helsinki).

Un Fascisme nordique : Le destin de Quisling

Nous présentons ci-dessous, comme une carrière caractéristique, la vie du leader norvégien Vidkun Quisling, qui fonda un petit parti national-socialiste en Norvège une dizaine d'années avant la guerre. Quisling n'arriva jamais à s'imposer à l'opinion norvégienne et son parti ne recueillit aux diverses élections qu'un petit nombre de voix. Néanmoins, au moment de l'occupation allemande, il revendiqua le pouvoir et obtint d'être, à partir de 1942, président du conseil. Cette carrière politique était singulièrement imprudente, parce que, à la différence de tous les autres gouvernements qui traitèrent avec les Allemands, le gouvernement de Quisling n'avait aucune base légale : il pouvait donc passer pour un *puppet government* inventé par les Allemands et utilisé par eux. Quisling se constitua prisonnier au moment où les troupes alliées débarquèrent en Norvège avec une délégation du gouvernement royal en exil et il fut condamné à mort et exécuté après un simulacre de procès et au nom d'une législation de circonstance absolument illégale, qui avait été mise sur pied secrètement par ses adversaires dans le gouvernement fantôme de Londres. Condamné irrégulièrement, Quisling fut éga-

lement copieusement calomnié. On a cherché à faire de son nom un synonyme de trahison, alors que sa vie prouve qu'il a été animé constamment des sentiments les plus sincèrement patriotiques. La Norvège s'est déshonorée par l'exécution de Quisling, d'autant plus odieuse que la constitution norvégienne avait aboli depuis longtemps la peine de mort.

Nous retraçons cette biographie de Vidkun Quisling d'après un article publié par les *Susquehanna University Studies* de mai 1959, sous la signature du professeur Lyder L. Unstad, spécialiste de l'histoire des pays scandinaves. Nous résumons cet article dans la plupart des cas, nous le citons *in extenso* entre guillemets pour certains passages. Il nous a paru important d'ajouter à notre nomenclature cette étude particulièrement objective et bien documentée, pour faire comprendre dans quelles conditions et à la suite de quelles craintes s'étaient constitué dans certains pays des partis de tendance nationale-socialiste qui, par leur échec même, montrent plus clairement le recrutement et l'orientation des fascismes sporadiques, précisément parce qu'ils n'ont pas bénéficié des courants de passion ou des circonstances qui, en d'autres cas, ont rendu plus obscures les motivations des promoteurs.



Vidkun Quisling, né en 1887, appartenait à une famille norvégienne très ancienne qui compte parmi les notables du pays depuis 1400. Le nom même de Quisling est un nom nordique qui indique un apparemment ancien avec la dynastie royale qui régna à cette époque. Le père de Quisling était pasteur et Quisling avait vécu constamment à la campagne parmi les paysans du Nord de la Norvège, aimant et respectant leurs coutumes, et pénétré d'esprit traditionaliste nordique. Il fit ses études secondaires d'abord à Skien, puis à Oslo. Tous ceux qui l'ont connu pendant ses études et pendant sa carrière sont d'accord sur son intelligence, son désintéressement et la fermeté de son caractère. Il prépara l'Aca-

démie Militaire où il entra en 1905, avec des notes extraordinaires et un tel succès dans ses études qu'il fut présenté au roi qui lui accorda une audience, récompense qui n'avait été accordée à aucun cadet depuis cent ans. Il entra dans l'armée en 1908 et fut nommé à l'état-major général en 1911, où il obtint pendant la première guerre mondiale le grade de capitaine. Ayant fait des études approfondies de la langue et de la civilisation russe, il fut nommé en 1917 attaché militaire à la légation norvégienne à Moscou, où il fut bientôt chargé par son gouvernement d'établir des relations directes avec Trotsky. Il ne resta que deux ans en Russie dans ce poste, montrant toutefois une certaine sympathie pour la révolution bolchevique à son commencement et ayant acquis une certaine estime pour les premiers communistes à cause du désir sincère qu'il avait trouvé chez eux d'être utiles à la cause de leur peuple.

Il revint en Russie en 1921 comme adjoint à Fridtjof Nansen, haut commissaire de la Société des Nations, qui le chargea du rapatriement des prisonniers et des secours à apporter aux populations et aux réfugiés principalement en Ukraine et en Crimée. Il eut pendant tout ce séjour l'occasion de voir de près le fonctionnement de la politique bolchevique et en particulier le mécanisme des liaisons entre les bolcheviques et les Partis Communistes étrangers, dont les états-majors communistes ne faisaient pas mystère devant lui. Les postes diplomatiques qu'il occupa étaient si importants qu'en 1927 il quitta l'armée pour s'y consacrer entièrement. Ces occupations qui, à divers titres, lui firent pénétrer d'assez près les rouages de la politique russe, durèrent encore jusqu'en 1930, époque à laquelle il retourna en Norvège.

« Il avait voulu retourner en Norvège, disait-il, avec le désir particulier de faire tout ce qu'il pourrait pour sa patrie et d'essayer de l'empêcher d'être entraînée dans le maelstrom dont elle était menacée et dont il avait vu les préparatifs en Russie soviétique. Il affirmait qu'il avait appris beaucoup de choses sur les projets qui avaient été formés à Moscou pour prendre pied dans

les provinces du Nord de la Norvège et les annexer en les constituant en une république soviétique.

« Aussitôt rentré, il commença à écrire des articles sur la menace du bolchevisme pour la Norvège. Dans le cours de cette même année 1930, ses articles furent réunis en un livre intitulé *Russia and we (La Russie et nous)*. Naturellement, la publication de ce livre fit de lui une personnalité politique en Norvège et il fut dénoncé avec violence par toute la gauche norvégienne qui était extrêmement puissante et qui comprenait essentiellement le Parti Libéral et le Labour Party.

« La Russie bolcheviste, écrivait Quisling, n'est pas seulement un danger pour la civilisation mondiale et l'avenir de l'humanité, elle est le plus grand de tous les dangers. S'il est vrai que, comme je l'ai expliqué, le bolchevisme est un complot criminel contre la civilisation européenne d'inspiration nordique, qu'il est en premier lieu une tentative pour miner et détruire l'idéal que se sont fait les peuples du Nord, qu'il existe une contradiction éclatante entre les principes du bolchevisme et les principes qui ont guidé la civilisation de toute l'Europe du Nord, si tout cela est vrai, nous devons comprendre alors que la protection la plus efficace contre le bolchevisme et les complots de la Russie bolchevique est une coopération culturelle, économique et politique plus étroite entre tous les peuples qui relèvent de la culture nordique et, en tout premier lieu, entre les nations scandinaves et d'abord la Grande-Bretagne et ensuite l'Allemagne... Une telle fédération nordique constituée entre la Scandinavie et la Grande-Bretagne d'une part, avec l'appoint de la Finlande et de la Hollande, et que rejoindraient éventuellement l'Allemagne et les dominions britanniques, dans laquelle également l'Amérique du Nord pourrait être incluse, une telle fédération aurait la puissance de briser de front les tentatives et les combinaisons bolcheviques et de sauver la civilisation européenne et la paix pour un long temps à venir. Il est tout naturel pour la Scandinavie et spécialement pour la Norvège de chercher à lier des liens plus étroits avec l'empire britannique, avec lequel nous avons tant de choses en com-

mun et pour lequel nous éprouvons tant de sympathie et de respect, cela peut être une fondation solide pour nos efforts mutuels... Le peuple norvégien, en particulier, doit apprendre à se comprendre lui-même et à avoir une vision claire de son caractère distinctif et de sa mission dans le monde. Nous devons comprendre que nous ne sommes pas seuls et que nous constituons avec les autres pays scandinaves une des principales branches de la grande famille des nations qui ont donné les races les plus valeureuses de l'histoire. La race nordique a été et reste l'élément créateur le plus important de toute la civilisation mondiale, celui auquel la Grèce et Rome aussi bien que l'Europe et l'Amérique du Nord doivent leur grandeur. Pourquoi apprend-on à notre jeunesse dans notre patrie des milliers de choses superflues et nuisibles sans leur donner aucune éducation sur un problème aussi important et aussi sérieux par ses bases et par ses conséquences ? »

Ces lignes de Quisling étaient écrites dans le livre qu'il a publié en 1930 et elles montrent par conséquent à la fois sa parenté d'esprit avec l'idéologie du national-socialisme et en même temps son antériorité par rapport à la publicité qui leur fut donnée dans le monde. Dans la suite de cette étude, c'était encore par des raisons raciales que Quisling expliquait, bien avant qu'il connût l'œuvre d'Hitler, l'expansion du marxisme dans le monde. Il remarquait que le bolchevisme ne s'était solidement installé que chez les peuples qui avaient une ascendance slave ou finnoise comme ceux de l'Europe centrale et que même en Russie le bolchevisme était surtout enraciné dans les milieux asiatico-slaves qui avaient subi l'influence des Juifs. Au contraire, les races nordiques étaient celles qui avaient montré constamment la plus grande répugnance à l'égard du bolchevisme. Quisling déclare en outre dans le même livre qu'il n'y a pas lieu de faire une différence fondamentale entre les socialistes du Labour Party et les communistes parce que tous servent en réalité la même idéologie et que le marxisme qu'ils préconisent sous une forme radicale ou édulcorée présente chez les uns et chez les autres le même danger.

Pour nous faire comprendre cette assimilation, le professeur Lyder L. Unstad nous rappelle les événements qui avaient eu lieu en Norvège autour de l'année 1920 et dont Quisling avait été le témoin direct.

« En 1917, les membres du Parti Socialiste norvégien comprenant des éléments gauchistes d'origines diverses avaient salué la révolution bolchevique avec enthousiasme. Peu après, des *conseils de travailleurs* furent établis sur le modèle soviétique dans différentes villes. En 1919, le Parti Socialiste adhéra à la III^e Internationale fondée à Moscou, et, dès 1920, il avait six représentants à Moscou qui participaient sous les ordres du bureau politique bolchevique à l'élaboration de la stratégie politique internationale du communisme. Ces communistes norvégiens qui devaient jouer plus tard un certain rôle dans la politique de leur pays étaient des agents stipendiés de Moscou et Quisling en avait eu la preuve qu'il eut l'occasion d'exposer plus tard, comme on le verra, au Parlement.

« A la fin de la première guerre mondiale, avec l'inflation, la spéculation, la pénurie de denrées, la Norvège fut enveloppée dans la crise économique et la vague de chômage. Cette situation amena une série de grèves de tendance révolutionnaire qui furent particulièrement graves en 1921. Au Storting, l'assemblée nationale du royaume, les députés socialistes votèrent contre l'adhésion de la Norvège à la SDN parce qu'ils ne voulaient pas que les opérations de la stratégie bolcheviste pussent être gênées par des liaisons avec les autres pays européens. Pendant les grèves et les désordres qui suivirent et qui s'intensifièrent spécialement dans les années 1923 et 1924, les communistes avaient reçu une aide financière importante de Moscou.

« Pendant les trois ans qui s'étendirent de 1920 à 1923, les luttes sociales furent donc dramatiques. Les bourgeois inquiets organisèrent une sorte de milice de protection analogue à celles qui naissaient un peu partout en Europe. Cette organisation causa une grande fureur aux éléments socialistes qui, à leur tour, créèrent les Gardes Rouges pour renforcer l'action des clubs acti-

vistes qui existaient çà et là. Beaucoup de gens en Norvège commencèrent à craindre une guerre civile. »

En fait, la séparation entre les socialistes et les communistes se produisit en 1923 en Norvège comme elle se produisit dans d'autres pays d'Europe à la suite de l'éclatement de la III^e Internationale. Les éléments socialistes de Norvège qui avaient suivi jusqu'alors les directives du parti bolchevique formèrent, à partir de cette date, trois groupes différents, le *Labour Party*, le *Parti Communiste* et le *Parti Social Démocrate*. On verra par la suite que le *Labour Party* devint un parti analogue à notre parti Socialiste, tandis que le Parti Communiste, d'obédience moscoutaire, ne resta qu'un parti minoritaire qui ne réunit jamais qu'un très petit nombre de voix et ne réussit même pas à envoyer des députés au Storting. L'analyse que faisait Quisling, impressionné par les révélations qu'il avait pu enregistrer pendant son séjour en Russie, ne s'appliquait donc plus à la physionomie politique de la gauche norvégienne en 1930 et l'exposé du péril qu'il dénonçait, exact dans ses traits généraux, ne s'appliquait pas à la distribution des forces politiques dans son pays. Toutefois le socialisme norvégien était à cette époque beaucoup plus radical que le socialisme que nous avons vu en France quelques années plus tard. En 1928, un gouvernement socialiste présidé par Hornsrud dut donner sa démission pour avoir fait dans sa déclaration ministérielle des déclarations catégoriques sur la réalisation d'une société socialiste en Suède qui affolèrent l'opinion. Il fallut attendre un certain nombre d'années avant que le *Labour Party* plus expérimenté évitât ces programmes intempestifs et se bornât à une politique d'amélioration opportuniste des conditions de vie de la classe ouvrière. La situation dans laquelle se trouvait la Norvège en 1928 explique toutefois que les réactions par rapport au communisme aient été plus vives en Norvège que dans les autres pays d'Europe et qu'elles se soient manifestées avec plus de fermeté.

Quisling, en 1930, jugeant les partis politiques voués à l'impuissance et incapables de créer un front défensif

pour mener la lutte anticommuniste avait fondé sa propre organisation, le *Nordisk Folkereising* (le *Réveil nordique*). Mais, peu de temps après, il fut sollicité par le petit parti des *Agrariens* qui appartenait à la coalition gouvernementale et qui lui offrit le poste de ministre de la défense que Quisling occupa pendant plus d'un an.

C'est à cette occasion que se plaça un incident capital dans la carrière de Quisling et qui devait orienter son attitude future. Pendant qu'il était ministre de la défense, une série d'émeutes se produisirent à Menstad dans la banlieue d'Oslo et la situation devint en quelques jours inquiétante. Les grévistes et les émeutiers avaient élevé des barricades et brisé les barrages de police. La menace était particulièrement grave dans ce secteur parce qu'il existe à Menstad des usines travaillant pour la défense nationale, des arsenaux et d'autres installations militaires. Des documents secrets qui étaient parvenus au département de la défense avaient révélé que les communistes, sur les ordres de Moscou, préparaient un putsch dont le premier acte devait consister à s'emparer du matériel militaire stocké à Menstad ainsi que des arsenaux, qu'ils avaient été déjà rejoints par des spécialistes et des équipes armées envoyées de Russie. Quisling agit dans cette circonstance avec beaucoup d'énergie, il envoya quatre navires de guerre et un important contingent d'infanterie qui rétablirent l'ordre sans effusion de sang. Mais cette répression énergique fit apparaître Quisling comme un élément réactionnaire redoutable, un briseur de grève et un ennemi de la classe ouvrière. Les partis de gauche s'unirent pour exiger sa démission. Quisling se défendit dans une séance dramatique du Storting où il fit connaître à la tribune les documents qu'il avait amassés depuis 1918 sur l'activité et les méthodes des bolcheviques, ainsi que ceux qui étaient à sa disposition comme ministre de la défense. Cette séance fut pour lui un éclatant succès que ses adversaires lui firent payer aussitôt. Le Parlement décida que les documents seraient soumis à l'étude d'une commission, qui approuva finalement l'attitude de

Quisling et confirma l'exactitude matérielle de ces documents, mais un vote de la chambre décida qu'on ne donnerait pas suite à l'enquête et qu'à l'avenir ces documents ne pourraient être exploités.

A partir de ce jour et bien qu'il ait gardé jusqu'en 1933 son poste ministériel, Quisling apparut comme un ennemi déterminé de toutes les tendances marxistes et l'adversaire numéro un de la gauche. Il quitta le Storting en 1933 en déclarant dans un discours retentissant que les méthodes parlementaires étaient désormais impuissantes à protéger la Norvège contre le communisme et qu'il allait fonder lui-même un nouveau parti qui se proposerait pour but de sortir la Norvège du marasme parlementaire. Il est évident qu'à cette date l'exemple des progrès réalisés par le Parti National Socialiste n'était pas étranger à la décision qu'avait prise Quisling.

« Fidèle à sa parole, Quisling organisa un parti qu'il appela l'*Union Nationale (Nasjonal Samling)* qu'on désigna généralement sous les initiales NS. Il le présenta tantôt comme un parti politique, tantôt comme un mouvement. Le programme de ce mouvement était de caractère fasciste. La terminologie se réfère à l'Etat national corporatif, le programme se rallie au *Führerprinzip*, réclame l'abolition des partis politiques et du parlementarisme, l'adoption d'un véritable socialisme défini par « des conditions de vie saines et décentes pour chaque Norvégien », demande l'interdiction des grèves, la dissolution du Parti Communiste, l'interdiction du marxisme. Un bureau politique est adjoint au chef de l'Etat pour la direction du pays, les représentants à l'Assemblée Nationale sont des spécialistes choisis dans les milieux professionnels et syndicaux. Les membres du Parti n'ont pas d'autre fonction que d'être des exécutants des ordres qui sont donnés par le comité directeur. Le groupe, fondé dans ces conditions et sur ce programme par Quisling, fut enregistré légalement et devint un mouvement politique reconnu. »

La NS ne parvint jamais à obtenir des résultats électoraux suffisants. Son implantation dans le pays resta extrêmement faible en dépit des efforts de son leader.

En 1936, la NS n'obtint que 26.000 voix alors que le Labour Party en réunissait 618.000. Le Parti Communiste contre lequel Quisling mobilisait ses partisans n'était d'ailleurs nullement une menace pour la Norvège de ce temps-là, puisque, à ces élections de 1936, le Parti Communiste ne rassembla que 4.000 voix et il n'en avait pas eu plus de 22.000 aux élections précédentes. Quisling se battait donc dans le vide. La plupart des marxistes norvégiens se trouvaient rassemblés dans le Labour Party qui était précisément le parti du gouvernement et dont le président devait exercer le pouvoir en Norvège jusqu'en 1945. C'est probablement en grande partie à cette inexistence du Parti Communiste et à la confiance généralement accordée au socialisme devenu un grand parti de gouvernement qu'il faut attribuer l'échec complet de la tentative que Quisling voulait réaliser.

Quel était dans l'ensemble l'électorat de Quisling ? Voici comment le professeur Lyder L. Unstad répond à la question.

« Il semble, d'après de nombreux documents, que la portion la plus importante ait été fournie par les fermiers aisés de l'Est et du Sud de la Norvège, qui, pendant la saison d'été employaient des journaliers communistes ou socialistes. Un autre contingent était composé d'industriels, spécialement ceux qui étaient en relations d'affaires avec l'Allemagne, deuxième client de la Norvège après la Grande-Bretagne, et qui étaient aussi les employeurs d'un grand nombre d'ouvriers gauchistes. Une autre fraction comprenait ceux qu'on pourrait appeler les impérialistes norvégiens. Ces activistes, dont un certain nombre appuyait le mouvement de revendication sur le Groenland oriental et parmi lesquels d'autres constituaient une fraction inspirée par un vigoureux nationalisme, qui pensait comme le Parti des Vieux Juifs que Dieu avait donné la Norvège aux Norvégiens, étaient des esprits pénétrés de la culture nordique traditionnelle. Parmi ces derniers, on trouvait surtout des officiers de carrière, des éducateurs, des fonctionnaires, des théologiens, des écrivains et de petits fermiers. Parmi leurs noms, on rencontre ceux des plus anciennes fa-

milles de Norvège et on garde l'impression, en considérant cette liste, qu'il s'agissait probablement d'une élite morale du pays.

« Pendant l'occupation allemande, la NS augmenta considérablement ses effectifs et les 30.000 partisans de 1938 se transformèrent en 50.000 adhérents, auxquels il faut ajouter environ 250.000 sympathisants : cela faisait environ 300.000 personnes et représentait à peu près 10 % de la population. Un certain nombre de journalistes d'après-guerre ont représenté le parti de Quisling « comme composé essentiellement de jeunes dévoyés, d'individus tarés physiquement et moralement ». Ce sont là des qualifications de la propagande de guerre, mais l'opinion mondiale est encore impressionnée par ces productions du moment. En fait, les adhérents qui donnaient son caractère au mouvement étaient des citoyens consciencieux et d'excellents patriotes, dont une grande partie venait des ligues nationalistes organisées autour de 1920-1930 par Nansen et Michelsen et qui étaient à peu près l'équivalent des Croix de Feu en France ou des Casques d'Acier en Autriche et étaient imbues de la culture traditionnelle nationale. Ils étaient surtout impressionnés par les progrès des gauchistes et par leur programme qui représentait à leurs yeux une culture étrangère, une dénaturation de l'esprit nordique traditionnel et qui apportait la menace du bolchevisme et de la confiscation des propriétés.

« Dans les années qui précédèrent la guerre, le groupe de Quisling axa sa propagande à la fois sur le réarmement du pays et sur les dispositions qui devaient assurer en cas de conflit sa stricte et véritable neutralité. Le Labour Party qui était au pouvoir, sous la direction du président Nygaarsvold, était au contraire l'avocat du désarmement intégral et ne cachait pas ses sympathies pour les grandes démocraties. Il fallut attendre 1938 pour que le budget de la guerre fût légèrement augmenté et encore les sommes votées à cette date n'avaient-elles pas été utilisées par le ministère de la défense en 1939. »

L'affolement fut donc complet le 8 avril 1940 au mo-

ment du débarquement « préventif » des Anglais et des Français. Le gouvernement n'avait qu'un souci, celui de ne pas prendre une décision brusquée qui le placerait « du mauvais côté », bien que la France et l'Angleterre fussent manifestement les agresseurs. Lorsque, quarante-huit heures plus tard, débarquèrent les troupes allemandes, la principale préoccupation du gouvernement fut de désertier la capitale, sans avoir même pris la précaution de détruire les stations de radio et les aérodromes qu'ils destinaient aux Anglais et qui furent effectivement utilisés par les Allemands. Après un séjour de deux mois dans les régions montagneuses et peu accessibles du Nord, le gouvernement norvégien, accompagné du roi, s'embarqua sur le *Devonshire* et s'installa à Londres où il vint grossir le nombre des gouvernements fantômes. Le prince héritier, aujourd'hui roi Olaf V, désirait partager les souffrances de son peuple pendant l'occupation, mais le Parlement ne l'autorisa pas à prendre cette décision. Le 10 juin 1940, l'invasion de la Norvège se termina par une capitulation sans condition des troupes signée à Trondjeim par le général Roscher-Nielsen sur l'ordre du gouvernement norvégien et du général en chef, le général Ruge, et contresignée à Londres par le président du conseil Nygaarsvold et deux autres ministres, le professeur Koht et le ministre de la défense Ljungberg. Cette capitulation a par la suite été passée entièrement sous silence par le gouvernement fantôme norvégien qui essaya de nier en 1945 que le document ait jamais existé.

Pendant l'année 1939, Quisling essaya de servir d'intermédiaire entre Hitler et les Alliés pour instaurer une politique de paix sans réussir à y parvenir. Au cours de ses tentatives, il eut deux entrevues avec Hitler en décembre 1939. Quisling comprenait très mal l'allemand et le parlait plus mal encore. Il put toutefois faire comprendre à Hitler les dangers qui le menaçaient du côté de la Norvège et la tendance du gouvernement norvégien à favoriser les pays alliés par son interprétation de la neutralité. On sait aujourd'hui par les documents allemands que la stratégie allemande vis-à-vis de la Nor-

vège fut mise au point après l'incident de l'*Altmark* en février 1940 et on sait également qu'à cette occasion, Hitler résolut de ne faire aucune espèce de communication à Quisling à la fois pour ne pas le gêner politiquement et par crainte des indiscretions. Ces documents découverts par les Alliés dans les archives du Reich ont mis à néant d'une façon catégorique toutes les assertions qui ont été faites au procès de Quisling et qui l'accusaient d'avoir connu et favorisé les plans stratégiques de l'armée allemande.

Au moment de l'occupation de la Norvège par les Allemands, Quisling commit une faute caractéristique qui souligne bien ce qu'il y avait de mystique dans l'attitude de cet homme intelligent. Il ne mesura pas du tout l'impopularité à laquelle serait nécessairement exposé tout gouvernement norvégien qui aurait l'agrément de la puissance occupante et qui instaurerait un régime s'inspirant des idées hitlériennes. Il ne vit que l'occasion d'un redressement moral pour la Norvège, qui lui permettrait à la fois d'éliminer les poisons qui menaçaient pour l'avenir la santé et la force de sa patrie et en même temps de remettre en vigueur les idéaux et l'inspiration de la vieille civilisation nordique dont la seule restauration, lui semblait-il, était de nature à assurer le salut de la nation. Dès le lendemain de l'occupation allemande, Quisling fit avec ses partisans un *putsch* pour s'emparer du pouvoir. Il constata la vacance du pouvoir par le départ du roi et du Storting, il se constitua lui-même chef du gouvernement national qu'il instituait pour les territoires occupés et abolit immédiatement les effets du décret de mobilisation qui venait d'être pris par le précédent gouvernement. En agissant ainsi, Quisling était fidèle aux instructions données par l'Académie Militaire et tirées des crises de 1886 et de 1905 dans laquelle s'était affirmée la politique de neutralité norvégienne. L'opinion toutefois fut stupéfaite. Elle eut aussitôt la conviction que Quisling était un agent de l'Allemagne et qu'il n'avait pris cette initiative que sur l'ordre du gouvernement hitlérien. C'est un argument qui fut repris lors du procès de 1945 et dont

la plupart des Norvégiens sont encore convaincus aujourd'hui. En fait, les documents allemands trouvés par les Alliés prouvent qu'il n'en est absolument rien et que les Allemands furent même furieux de l'initiative de Quisling, car leur intention était bien entendu de traiter avec le gouvernement légal de la Norvège et non pas avec Quisling. C'est en effet cette préoccupation qui dicta la conduite de l'état-major allemand. Quelques jours plus tard, le 15 avril, les autorités allemandes suscitèrent la création d'un « cercle » de « notabilités » destiné à représenter la population vis-à-vis des autorités allemandes. Ce fut l'origine du *Conseil administratif* qui fonctionna à partir du 15 avril, solution analogue à celle que les Allemands devaient choisir un peu plus tard en Belgique avec les Secrétares Généraux. Le gouvernement en exil, pour légaliser la situation, accrédita plus tard la légende que ce conseil administratif avait été autorisé par la Cour Suprême au nom du gouvernement de Londres. En fait il n'en était rien et il s'agissait d'une solution *de facto* pour faire face à la situation.

Cette situation dura peu de temps. Le *Conseil administratif* se distingua, bien entendu, par son esprit de « résistance », si bien que le commissaire général du Reich, Terboven, dut le dissoudre à la fin septembre 1940 et en revenir à l'administration directe par des secrétaires généraux. Plusieurs de ces secrétaires généraux furent choisis dans le parti de Quisling qui était le seul disposé à pratiquer une politique de bon voisinage avec les troupes d'occupation. L'influence de Quisling grandit alors et Quisling, fidèle à son illusion et guidé par sa foi inaltérable dans les bienfaits que l'application de son programme et le retour à l'inspiration nordique apporteraient nécessairement à la Norvège, finit par accepter le poste de Président du Conseil, fonction qu'il exerça à partir de février 1942, non sans des accrochages divers avec le commissaire du Reich Terboven.

Ainsi, contrairement à ce qui se passa en France, Quisling « collabora » avec les Allemands, non pas sous la pression des circonstances et pour qu'il y eût un représentant du pays en face des négociateurs allemands,

mais volontairement, par idéalisme, pour réaliser un programme qui lui paraissait salutaire, un peu dans le même esprit qu'en France Doriot ou Déat. La plupart des Norvégiens n'eurent naturellement aucune reconnaissance pour l'opération de sauvetage désespéré que son idéalisme avait inspirée à Quisling, et, tout au contraire, l'organisation de la résistance, après l'entrée en guerre de la Russie, et les représailles allemandes qui les suivirent inévitablement, entraînaient la haine habituelle contre ceux qu'on accusait d'avoir pris le parti des Allemands. Quisling ne parvint donc pas à donner à sa conception du fascisme l'élan qu'aurait pu lui procurer le retour aux traditions et aux sources d'inspiration nordiques, mais, au contraire, il compromit à la fois la réalisation et l'orientation de son programme en se condamnant à le réaliser au milieu des difficultés de l'occupation et en ayant l'air d'appliquer par ses conceptions, bien qu'elles fussent toutes personnelles, les directives du gouvernement hitlérien.

Ce point de départ malheureux mobilisa l'opinion norvégienne tout entière contre lui. Il est inutile d'ajouter que cette erreur facilita grandement la tâche du gouvernement norvégien en exil qui consacra ses quatre années d'activité, moins à collaborer avec les Alliés, en raison des forces ridicules qui restaient à sa disposition, qu'à préparer sournoisement et dans le plus grand secret la législation illégale de sa vengeance. Il n'est pas douteux, toutefois, que, lorsque le gouvernement norvégien de Londres revint dans son pays à la suite des troupes anglaises, l'opinion publique approuva avec empressement toutes les poursuites et les procès qui furent organisés contre les partisans de Quisling.

Cette épuration reposait sur une certaine délégation de « pleins pouvoirs » que le Storting était censé avoir faite au gouvernement en exil lors de sa dernière séance publique sur le territoire norvégien. En fait, il fut prouvé et avoué plus tard que cette prétendue délégation des « pleins pouvoirs » avait été préparée et rédigée autour d'une table par trois ou quatre membres du gouvernement fantôme de Londres, dans l'hôtel londonien qui

avait été mis à leur disposition. C'est pourtant en vertu de cette délégation des « pleins pouvoirs » que le gouvernement de Londres passa quatre années à mettre sur pied une législation qui violait sur de nombreux points l'antique constitution libérale de la Norvège, en rétablissant la peine de mort qui avait été abolie dans ce pays, en établissant comme pénalité la confiscation des biens qui était également interdite par la constitution, et en instituant une législation rétroactive et une définition nouvelle de la trahison qui était entièrement illégales. Cette législation était d'autant plus gratuite que les membres du Storting, élus en 1936 pour trois ans, avaient déjà prorogé d'un an en 1939 la durée de leur mandat en le faisant durer jusqu'à 1940, et, qu'en 1940, le Storting arrivé au bout de ce mandat prolongé, n'avait plus aucune existence légale. Il en résultait qu'au terme de la constitution norvégienne, le gouvernement n'étant plus contrôlé par un Storting en exercice depuis 1940, n'avait plus d'existence légale à partir de cette date, et que le roi lui-même qui ne peut régner plus de trois semaines en l'absence d'un gouvernement légitime, était lui aussi déposé automatiquement par interruption de la légitimité.

Malgré toutes ces causes de nullité, il est certain que l'idéalisme de Quisling et sa naïveté avaient créé des conditions telles que l'opinion publique était disposée à accepter de la part du gouvernement en exil n'importe quelles mesures. Le procès injuste fondé sur une législation et une documentation également malhonnêtes et partisans, devant un tribunal composé uniquement des ennemis politiques de Quisling depuis quinze ans, n'en fut pas moins approuvé généralement par l'opinion.

L'histoire dramatique de Quisling montre quel danger il y a toujours pour une formation fasciste à se servir abusivement des circonstances, au lieu d'être portée au pouvoir par une période de crise et par la volonté et la tolérance générale du pays. Il faut bien avouer qu'il y avait quelque chose de factice dans la construction politique de Quisling, puisque ni la nécessité de fournir un interlocuteur à la puissance occupante ni l'indignation

générale du pays et la quasi-unanimité parlementaire qui en France réclamèrent un nouveau régime en 1940, n'existaient en Norvège. Ces circonstances soulignent le caractère *démocratique* de tout fascisme. Contrairement à ce que l'on croit généralement, le fascisme n'est pas un régime qu'on impose, mais un changement que l'opinion réclame. C'est un trait essentiel de sa naissance que Quisling, esprit tout théorique, avait perdu de vue.

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARY

di
va
da

MU

Ut
d'o
«
se
lis
ref
sar
ren
ave
dro
tre
l'en
am
de
et
rall
heu

Les Petits Fascismes Européens

Nous présentons ainsi une très rapide présentation de divers mouvements fascistes peu connus, ce travail devant être, dans un avenir prochain, largement développé dans le cadre d'un ouvrage d'ensemble sur le Fascisme.

MUSSERT AUX PAYS-BAS

L'ingénieur Adrian Anton Mussert, crée en 1931 à Utrecht, avec l'ingénieur Van Geelkerken, un mouvement d'orientation plutôt conservatrice, malgré son titre, le « Nasionaal Sozialistische Beweging » (N.S.B.). Le N.S.B. se présente comme un mouvement anticomunisme, royaliste, nationaliste, fort modérément antiparlementaire, refusant le racisme. L'ascension du N.S.B. est rapide, passant de 1.000 adhérents en 1932 à 50.000 en 1935, où il remporte un brillant succès aux élections provinciales avec 7,8 % des voix, mordant largement sur les partis de droite. Malgré les mesures gouvernementales, dirigées contre le N.S.B. n'arrêtèrent pas au début ses succès, mais l'entrée d'éléments extrémistes au sein du mouvement amène une dure lutte interne. L'aile « raciste-populaire » de Rost Van Tonningen, directeur du journal du N.S.B. et ancien haut-fonctionnaire de la Société des Nations, rallié à une sorte de national-socialisme à l'allemande se heurte au modéré Mussert. Rapidement, de nombreux

départs ont lieu du N.S.B. et celui-ci éprouve un dur échec aux élections de députés, en 1937 (4,2 % des voix). En 1939, après des élections provinciales qui voient un nouveau recul du N.S.B. (3,9 % des voix), le mouvement ne dispose plus que de 29.000 adhérents, alors que 64.000 autres adhérents ont, à un moment ou un autre, quitté le N.S.B. Celui-ci est très gêné par la politique extérieure de l'Allemagne, dont le N.S.B. commence à apparaître comme l'« allié objectif », tandis que le mouvement, devenu depuis 1938 ouvertement antisémite, continue sa descente constante.

La guerre voit l'invasion de la Hollande, où, malgré tout ce que l'on a pu dire à ce propos, le N.S.B. ne fut nullement impliqué. Mussert s'efforce ensuite de profiter de l'occupation pour prendre le pouvoir mais les Allemands, qui craignent le nationalisme de Mussert soutiennent à la fois les modérés, de l'Union Néerlandaise et les extrémistes du N.S.B. (Feldmeyer créateur de la SS hollandaise, et Rost) et des petits partis fascistes dissidents (Front National Fasciste et N.S.N.A.P.). La création de formations SS est dirigée contre Mussert et la fusion des partis fascistes avec le N.S.B. met en danger l'aile modérée de Mussert.

La guerre contre l'U.R.S.S. voit l'engagement de milliers de membres du N.S.B. dans une Vrivillige Legion Nederland (dont le créateur, général Seyffardt, sera assassiné en 1943). Plusieurs divisions SS seront constituées avec des formations issues du N.S.B. (23^e SS Nederland, 34^e SS Landstorm Nederland), tandis que le mouvement (dont les adhérents atteignent en 1943 le nombre de 100.000) se militarise de plus en plus, une Garde Nationale regroupant les militants N.S.B. ainsi qu'une S.A. (Wehr-Abteilungen) en uniforme noir. Le terrorisme se développe contre les fonctionnaires N.S.B. qui assurent, de plus en plus, la bonne marche de l'administration. A mesure que la situation militaire s'aggrave, les SS hollandais se voient engager, non seulement contre les Russes, mais aussi à l'Ouest où 4 bataillons SS hollandais luttent à Arnhem dans le cadre de la division improvisée du général Walther. Un dernier effort aboutit

à la militarisation totale du N.S.B., qui se voit réduit au rôle peu glorieux d'une simple force de police auxiliaire. Eoœuré par la mauvaise foi des Allemands, qui l'ont dupé, Mussert se limite à des fonctions de pure représentation. A la capitulation, le N.S.B. disparaît, tandis qu'une très dure épuration s'abat sur ses militants. Le « Lider » Mussert sera pendu le 8 mai 1946, tandis que des dizaines de milliers de nationaux-socialistes resteront dans des camps pendant des années.

LE FASCISME FLAMAND

Issu du mouvement nationaliste du « Frontpartij » (Parti Frontiste) des années 20, le fascisme flamand va rapidement se diviser en trois courants, irréductiblement hostiles les uns aux autres.

— Les « Verdinazo » (Vereiniguing Dienst National-Solidaristen) ou Association des Solidaristes Flamands forment une secte mystico-politique (assez proche des Croix Fléchées ou de la Garde de Fer Roumaine sur le plan de la confusion entre religion et politique) dirigée par un ancien député frontiste Joris Van Severen. Les Chemises Vertes des V.D.N.S. luttent pour la recreation des 17 Provinces-Unies (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Flandres françaises) du temps de l'empire de Charles-Quint. Van Severen regroupe 20 à 25.000 jeunes gens, constitue une sorte de milice, organise de grandioses manifestations mais qui tournent perpétuellement à vide. Le fascisme « thiois » est un hyper-nationalisme peu propice à une quelconque germanophilie. Cela n'empêche pas l'arrestation et le massacre de Van Severen en 1940. L'occupation voit l'éclatement des V.D.N.S. :

— L'aile nationaliste rejoint la résistance avec Van Bilsen, ancien « Prévôt » des étudiants V.D.N.S.

— L'aile fascisante de François se rallie à l'Ordre Nou-

veau. François finit par prendre la direction de la Zwarte Brigade, sorte de milice para-policière collaborant avec les Allemands.

— Le V.N.V. (Vlaams National Verbond), Alliance Nationale Flamande, est un parti directement héritier des frontistes. Son séparatisme flamand l'amène à préconiser (de concert avec le N.S.B. de Mussert) une « Grosse Nederland », unissant les Flandres et les Pays-Bas. Dirigé par de petits bourgeois, politiciens timorés et sans envergures, le V.N.V. groupe 8 % des voix, dispose de 17 à 18 députés, et de 100.000 adhérents. Staf de Clerq, son « Lider », finit, en 1937, par conclure un pacte d'action avec le fascisme « Grand-Belge » de Rex, abandonnant ainsi son séparatisme. Mais la guerre le fait y retourner. Dès les débuts de l'occupation, les V.N.V. trustent les postes administratifs, tandis que Staf de Clerq proclame la Wallonie, « Espace vital à coloniser » de la Flandre. Mais le V.N.V. ne veut pas d'une fusion avec le Grand Reich et les Allemands lui font vite grise mine. Les extrémistes du V.N.V. créent la « Allgemeine SS » de Flandre, en s'appuyant sur la Direction SS de Berlin, avec le soutien du SS gruppenträger Gottlob Berger. Staf de Clerq proteste contre le mauvais sort fait à la légion SS « Vlanderen », qui combat le bolchevisme sur le front de l'Est. A sa mort (1942), le modéré Elias le remplace tandis que l'ultra Tollenaere se fait tuer sur le Volkhov.

Le V.N.V. est de plus en plus suspect aux Allemands et devient, malgré lui, une sorte de police auxiliaire sans possibilité d'action autonome, supplanté qu'il est par le groupe De Vlag. La liquidation de 1945 écrase le V.N.V., mais le nationalisme flamand n'est certes pas mort et il ressurgit bien vite sous la forme de la Volksunie, tandis qu'un groupe parallèle, le Vlaam Militant Orde glorifie les traditions de la 27^e division SS Laugemarck, où certains d'entre eux ont combattu.

— De Vlag (Deutsche Vlaamische Gemeingschaft : Association d'amitié germano-flamande) fondée en 1936 par Jef Van de Wiele, espèce d'ivrogne corrompu n'est

qu'une marionnette à la solde des Allemands. Il groupe cependant, contre le V.N.V. et pour l'intégration au Reich Grand-Germanique, 17.000 adhérents dont les 1.500 miliciens du Corps de Sécurité du SS gruppenträger Verbeelen. Grâce à sa politique ultra-collaborationniste, Van de Wiele se verra proclamer en décembre 1944, dans le cadre de l'offensive des Ardennes « Führer de la Flandre », malgré les violentes protestations du V.N.V. réfugié en Allemagne. A la différence du V.N.V., authentique mouvement national, De Vlag n'est qu'un instrument des autorités d'occupation, sans aucune autonomie.

DEGRELLE ET LE REXISME

— REX est, de toute évidence, un mouvement relativement connu grâce au talent littéraire incontestable de son chef Léon Degrelle, qui, dans plusieurs ouvrages à large diffusion, en a retracé l'histoire tourmentée.

Dissidence de droite du vieux parti catholique, visant à régénérer un mouvement accusé de corruption, nationaliste et royaliste, le Rexisme créé en 1935, obtient un éclatant succès en 1936 (21 députés sur 212) mais le reflux est rapide. La fascisation de REX, certaines outrances de son chef, la rupture avec l'Eglise Catholique, le front commun de tous les partis contre ce gêneur brise REX qui tombe à 4 députés en 1939. Le mouvement qui s'axe de plus en plus sur la reconstitution d'une Grande-Bourgogne plus ou moins hypothétique, est dissout en mai 40 et se reconstitue lentement. En juin 41, il se lance à corps perdu dans la croisade contre le bolchevisme. Sa légion « Wallonie » y remporte de beaux succès, mais les Allemands se méfient de Degrelle et fomentent contre lui des groupes plus ou moins fantômes : Mouvement Populaire Wallon, Association des Amis du Grand Reich Allemand (A.G.R.A.), afin de saper son influence. La section flamande de REX est annexée par le V.N.V., les Gardes Wallones (6.000 rexistes) servent à ôter son appareil para-militaire

au mouvement en le soumettant aux autorités militaires allemandes.

L'effondrement de septembre 44 voit le reflux de milliers de rexistes vers le Reich, la création d'une 28^e division « Wallonie » et une sévère épuration. Tandis que Degrelle échappe à la capture en mai 45, le mouvement rexiste est écrasé. Sa dernière trace est formée aujourd'hui par le minuscule Mouvement Social Belge de l'ex-SS Debbandt, simple rassemblement de nostalgiques du rexisme.

— La Légion Nationale de l'avocat Hoornaert est, elle, un mouvement fasciste de style ancien combattant, surtout spécialisé dans l'usage de la matraque contre les militants de gauche. La Légion Nationale, aux effectifs restreints (5.000 au maximum dont 1.500 « Jeunes Gardes » encasernés dans les « Maisons Nationales »). La Légion Nationale va agir comme le fascisme polonais. Elle refuse la collaboration, passe en grande partie à la résistance et son chef, déporté, meurt dans un camp de concentration. Ainsi la Légion Nationale a-t-elle représenté un fascisme hostile jusqu'au bout à l'Allemagne. Il est vrai que son absence totale d'idéologie l'a fait se raccrocher à une conception patriotique très simple, à laquelle elle s'est accrochée, sans chercher à s'élever à une vision d'ensemble de la situation.

●

LES FASCISMES GRECS

De nombreux mouvements fascistes ont existé avant 1940 en Grèce. Dès 1933, l'E.E.E. (Alliance Nationale Grecque) milite pour l'instauration d'un Ordre Nouveau. Le Parti National-Socialiste Grec de Georges Mercouris, père de la célèbre et « gauchiste » actrice de cinéma Melina Mercouris, groupe 10.000 partisans, qui prêchent l'antisémitisme et l'Alliance avec le III^e Reich. Tous les mouvements fascistes soutiennent en 1936 la dictature du

général Metaxas, qui prétend créer la « III^e Civilisation Hellénique », en copiant de nombreux aspects du III^e Reich. L'attaque italienne frappe durement les fascistes grecs qui luttent contre les envahisseurs puis contre les Allemands, malgré des sympathies réciproques (le Führer, après la victoire de la Wehrmacht, rendra hommage aux soldats grecs et dira que rien ne sépare le peuple grec et le peuple allemand). Les fascistes grecs se rallient en masse au nouveau régime collaborateur du général Tsakaloglou. Un ancien militant fasciste, le colonel de gendarmerie Rallis organise des milices, les Régiments de Sécurité, qui combattent les partisans. Quelques fascistes, dirigés par Grivas (futur chef de l'E.O.K.A. à Chypre), passent à la résistance, tout en luttant contre les communistes.

Les hommes de Rallis (qui est en contact avec l'Etat-Major anglais du Caire) se joignent en septembre-octobre 1944 à Grivas, aux Anglais, aux partisans nationalistes de Zervas, aux réguliers royalistes pour lutter contre les Communistes de l'Elam-Elas. Grâce à ce dédouanement de dernière heure, il n'y aura pas d'épuration antifasciste dans les régions contrôlées par le gouvernement. Un parti fasciste, le Parti KHI sera créé par Grivas, un Front National du Travail va tenter d'arracher la classe ouvrière au communisme. Les militants fascistes rejoignent les milices para-militaires qui combattent côte à côte des troupes régulières contre les partisans communistes du « général » Markos.

De nombreux groupements ultra-nationalistes, à tendance fasciste, vont ainsi pouvoir survivre en Grèce et deux de leurs membres seront les auteurs de l'attentat contre le député de l'E.D.A. Lambrakis. Les groupuscules se rallient avec enthousiasme au putsch du 21 avril 1967, mais ils ne paraissent jouer aucun rôle dans le régime dirigé par l'ex-général Papadopoulos.

LE FASCISME POLONAIS

Dans la « Pologne des Colonels » d'avant 1939 fleurissaient les organisations fascistes. Toutes réclamaient un durcissement des mesures antisémites du gouvernement et une politique impérialiste, visant à la conquête de l'Ukraine, voire de certains territoires allemands.

L'O.Z.N. (Organisation Nationale), le Parti Radical National N.A.R.A. du colonel Pac, le Parti National Socialiste polonais de Josef Gralla, et, à partir de 1938, l'organisation de jeunesse fascistes Falenga (Phalange) du célèbre Boleslav Piasecki (actuel leader du mouvement catholique procommuniste PAX) recrutèrent de nombreux adhérents dans la petite bourgeoisie, chez les militaires et les étudiants.

Pratiquement tous les fascistes polonais se retrouvèrent unis dans la Résistance contre les occupants russes et allemands. C'est alors que se constituèrent, à la droite de l'armée de l'intérieur (Armaja Krajowa) un certain nombre de réseaux de résistance fascistes. Tandis que les membres de N.A.R.A. et de l'O.Z.N. formaient le Couvent des Organisations Nationales les plus extrémistes constituaient deux N.S.Z. concurrentes (Narodowe Sily Zbrojne : Forces Armées Nationales) et Piasecki dirigeait la Confédération du Peuple de la Nation.

Tous ces groupes luttèrent à la fois contre les occupants, contre les maquis juifs des S.W.Z. (forces armées juives) et contre les partisans communistes de la Gwardja Ludowa (garde du peuple, devenue ensuite Armaja Ludowa : Armée du peuple).

Après l'effondrement allemand, les groupes fascistes vont continuer la lutte contre le nouveau gouvernement polonais pendant des années, mettant sur pied des réseaux terroristes particulièrement actifs. Les derniers groupes de partisans (surtout N.S.Z.) seront exterminés en 1950-51 par les forces de sécurité communistes.

UN FASCISME LATINO-AMÉRICAIN

Dans la riche variété des fascismes, on rencontre tous les cas possibles et imaginables. Celui du Chili est particulièrement original.

Le Movimiento Nacional-Socialista de Van Maraës, créé en 1932, ne brille pas par l'originalité idéologique, mais quant à la tactique c'est tout autre chose. Les « nacistas », hostiles au gouvernement conservateur de Jorge Alessandri, tentent un putsch qui échoue en 1938. 61 militants sont tués dans un sauvage combat de rue et les chefs du mouvement sont jetés en prison. C'est alors que les nacistas concluent un accord avec le candidat du Front Populaire et l'on assiste alors à une plus que bizarre coalition communistes-socialistes nationaux-socialistes contre le candidat conservateur qui est battu aux élections présidentielles. Le premier soin du nouveau président « progressiste » est de faire libérer les chefs nacistas et d'autoriser la renaissance du mouvement dissous, sous la forme d'une « Avant-Garde Socialiste Populaire », qui échoue totalement aux élections de 1941 (10.000 voix, 2 députés). Les commandos de Van Maraës ont beau déployer alors une grande activité contre leurs ex-alliés de gauche, le mouvement ne tardera pas à se disloquer. Les petits groupuscules voisins seront encore plus incapables de mener une action quelconque.

Le cas chilien est intéressant à étudier puisqu'il nous montre un fascisme, qui, du fait de son hostilité absolue à la droite libérale et conservatrice, finit par pratiquer une politique d'unité d'action très réelle avec les mouvements d'extrême-gauche, en choisissant d'ailleurs des thèmes de propagande extrêmement proches.

Nous laissons de côté, faute de place, l'Ustacha croate, les fascismes anglo-saxons, l'Amérique Latine, le cas spécial du Japon.

Existe-t-il un fascisme Arabe ?

Depuis de longues années, chaque fois que l'on parle du conflit israélo-arabe ou du pan-arabisme, le mot de Fascisme fleurit sous la plume ou dans la bouche des journalistes proisraéliens. Nasser fasciste ? Le Baas fasciste ? Avant de répondre à ces questions, nous pouvons étudier rapidement les fascismes arabes avoués. Lorsque dans les années 30, la contagion du fascisme se répandit sur le monde, les Arabes furent, eux aussi, touchés. Mais ils le furent sous la forme nationale-socialiste du terme (car l'Italie, non antijuive et écrasant les Senoussis de Libye, ne pouvait être admise comme exemple à suivre malgré les velléités arabophiles du Duce et son « Epée de l'Islam »). Un peu partout, dans les pays arabes, surgirent des mouvements nationaux-socialistes.

En Egypte, un avocat, Hossein, petit, maigre, chafouin, ayant une curieuse ressemblance avec Ante Pavelitch, l'Oustachi, constitue en 1932 les Chemises Vertes du Parti National-Socialiste Arabe. Les Chemises Vertes militent contre la présence anglaise et ne tardent pas à avoir des contacts avec les Services Secrets de l'axe pour contribuer à l'expulsion des Anglais de l'Egypte. Les Chemises Vertes sont actives dans la jeunesse et un jeune lycéen Gamal Abd El Nasser se fait matraquer et arrêté.

ter par la police en participant à l'une de leurs manifestations. Les années passent et le groupe d'officiers libres de Nasser, Amer, Mohieddine et Salah Salem a de nombreux contacts avec Hossein. Celui-ci, interné par les Anglais durant la guerre, reprend ses activités, en baptisant son parti du terme rassurant de « Socialiste Arabe ». Lors de la guerre de Palestine puis durant la longue guérilla le long de la zone du Canal de Suez, les commandos « Socialistes Arabes » participent à des opérations avec les Officiers Libres. Surtout, lors de l'incendie de guerre de janvier 1952 : « La Nuit des Ardents », les Chemises Vertes paraissent bien avoir joué un rôle actif dans les émeutes qui sonnent le glas du pouvoir royal de Farouk. La prise du pouvoir par les militaires est accueillie avec satisfaction par les « Socialistes Arabes », mais les désillusions viennent vite, bien que certains membres du mouvement entrent dans les cadres du Rassemblement National de la Libération (première ébauche d'un parti unique égyptien, entreprise avortée d'ailleurs). Le régime nassérien finit par se débarrasser des « Socialistes Arabes », comme de tous les autres partis.

La bizarre confrérie religieuse des « Frères Musulmans », fondée par l'instituteur égyptien Hassan Al Bamrah contient certains traits fascistes mais il s'agit, là, d'une sorte de « nationalisme théocratique », nettement activiste, les Frères Musulmans luttent pour la constitution de l'Oumma (Communauté islamique), organisée sur une base strictement religieuse, avec comme slogan « L'Islam est notre Constitution ». Les F.M., implantés dans presque tous les pays arabes, ont représenté depuis leur création les concurrents les plus sérieux des mouvements fascistes locaux, car leur champ de recrutement était identique (petits bourgeois, intellectuels, paysans aisés, certaines fractions du prolétariat urbain).

Au Liban, un instituteur, Antoun Saade, crée en 1937 le Parti Populaire Syrien, avec comme slogan « Vive la Grande Syrie », le salut du bras tendu et un insigne : la croix gammée en pétale de rose. Le P.P.S. est ouver-

tement fasciste, non-confessionnel (bien que Saade et de nombreux cadres soient chrétiens) et milite pour la constitution d'une Grande Syrie regroupant le Liban, la Syrie, la Transjordanie, la Palestine... et Chypre ! Le P.P.S. va avoir une carrière agitée, comme aile la plus extrémiste de la communauté libanaise (avec de sérieux groupes en Jordanie et Syrie après 1948). Soupçonné de travailler pour le S.D. allemand, puis pour l'Intelligence Service, le P.P.S. survit à la guerre, soutient le colonel Zaimen Syrie tandis que Saade, livré pour trahison au gouvernement libanais après un putsch raté, est fusillé en 1949. Mais le P.P.S. lui survit et trouve son heure de gloire en 1958, lors de la révolution nassérienne du Liban. Les milices P.P.S. rangées dans le camp prooccidental de Camille Chamoun, sont les seules forces dont dispose le président de la république, décidées à se battre. Après le compromis Karat Chehab, le P.P.S. (rebaptisé Parti Populaire National) passe à l'opposition. A la Saint Sylvestre 1961, par un coup d'audace, quelques officiers P.P.S. entraînent un bataillon motorisé vers Beyrouth pour s'emparer du pouvoir. Mais la garde présidentielle repousse les assaillants, liquidant les espoirs du P.P.S. Depuis lors, le P.P.S. vit au ralenti dans la clandestinité. Mais son influence demeure dans certains secteurs du Moyen-Orient. C'est ainsi que le roi Hussein de Jordanie fait souvent dans les cérémonies officielles le salut P.P.S. et que des cadres du parti avoisinent le pouvoir du « Petit Roi ».

Moins extrémistes, les Phalanges (Kataeb) des frères Djemayel, fondées à la même époque, se sont toujours présentées comme une force para-militaire à la disposition de la communauté chrétienne du Liban. Au départ ouvertement fascistes, les Kataeb ont adopté un visage beaucoup plus modéré et se rangent désormais dans le camp de la droite libérale classique, « nationaliste libanaise », et, de ce fait, très hostile au pan-arabisme.

En Palestine, le fascisme arabe a un illustre représentant en la personne du Grand Mufti de Jérusalem, El Hadj Amine El Hussein. Celui-ci, organisateur avant 1939

de la lutte contre le sionisme, cherche, dès le début de son action, des contacts avec des états hostiles à la fois à l'Angleterre et aux Juifs. Ceci l'amène à un accord avec le S.D. qui le soutient, d'ailleurs assez chichement. La guerre mondiale, après l'échec du soulèvement fasciste des officiers du Carré d'Or irakiens, va conduire le grand Mufti à Berlin où il lance un appel à la Djihad (Guerre Sainte) contre le « judéo-bolchevisme ». Bientôt, le Mufti est utilisé par les Allemands pour leur campagne de recrutement parmi les Arabes. On verra ainsi El Hussein haranguer les Waffen SS musulmans de la Division Bosnienne « Handschar », après qu'une mutinerie ait eu lieu parmi eux. Tout ceci n'empêcha pas le Mufti d'échapper à des ennuis graves en 1945, en gagnant l'asile égyptien. Depuis lors, gravement malade, celui-ci n'a joué un certain rôle qu'en luttant contre le douteux Choukeiry, avant l'élimination politique de l'ex-responsable de l'Organisation de Libération Palestinienne.

Si, en Afrique du Nord, le fascisme arabe n'eut aucune représentation réelle avant 1939, nombreux étaient les Musulmans membres, en Métropole, de la « Solidarité Française » voire du « Parti Populaire Français ». Sous l'occupation, le Höhere SS und Polizei Führer Oberg profite de ce champ de recrutement tout trouvé pour mettre sur pied une Légion Nord-Africaine (dirigée par un obscur politicien algérien El Moadi et par le sinistre Lafont, auxiliaire de la S.D.-S.I.P.O. de France). Cette légion, forte de 500 ou 600 hommes, sera engagée à plusieurs reprises contre les partisans.

En Tunisie, à la fin de 1942, les Allemands créent les « Deutsche-Arabishe Truppen » qui encadrent 2 à 3.000 Tunisiens chargés de besognes de police, tandis qu'une centaine de Musulmans combattaient dans la Phalange Africaine. D'autres se retrouvaient dans la 13^e division SS « Handschar », luttant contre les Russes sur le front de l'Est. Ainsi Mohamedi Saïd, ministre actuel d'Algérie, ancien sergent de la L.V.F. fut ensuite utilisé par le S.D. pour des missions de sabotage en Algérie.

Dans le monde arabe actuel, le fascisme n'est plus qu'un simple axe de pensée plus ou moins bien intégré à d'autres formes de pensée (tel le marxisme). C'est ainsi que le parti pan-arabe Ifriquayets Al Ba'as Al Arabi (Parti Socialiste de la Résurrection Arabe, s'il adopte des schémas marxistes-léninistes, a été, un moment, tenté non par le fascisme italien, mais par le national-socialisme allemand (ainsi que l'a déclaré à Benoist-Méchin son ex-leader Michel Aflak). L'aile droite du Baas reste encore nettement teintée de fascisme (cf. Les « brassards verts » de la Garde Nationale baasiste d'Irak d'Ali Al Saadi), mais le parti tend, de plus en plus, à un nationalisme « de gauche », assez marxiste d'allure (encore que le rôle de l'actuel gouvernement baasiste de Bagdad va à l'encontre de cette orientation).

Quant à Nasser, il a été « Chemise Verte », mais il a aussi milité aux côtés des Frères Musulmans et participé à des manifestations communistes du Hadeto (Mouvement de Libération Nationale - Parti Communiste Egyptien) et son éclectisme en la matière a été souverain. Le style du régime a eu par moment des allures fascistes (surtout dans la période 1953-55) mais il reste avant tout un pur nationalisme, dont les tendances politiques varient selon les implications diplomatiques du moment. Les constants allers-retours Pouvoir-Camp de concentration des intellectuels de gauche ou communistes, selon les revirements du Raïs. Rien n'est plus loin du fascisme qu'une telle attitude de perpétuelles variations dans le domaine des rapports avec le communisme. Bien que, comme le notait Maurice Bardèche dans son livre « Qu'est-ce que le Fascisme ? » les « fascistes » européens considèrent souvent Nasser comme un fasciste, il est beaucoup plus vrai de dire que Nasser en tant que nationaliste arabe recoupe assez souvent les positions de ce que peut être un fascisme arabe.

Documents

I

LE FASCISME INTERNATIONAL ET LA CROISADE CONTRE LE BOLCHEVISME

Démontrant dans les faits, le caractère violemment anti-bolchevique du mouvement fasciste, les groupes fascistes furent traversés d'un profond enthousiasme lorsque, le 22 juin 1941, le III^e Reich attaqua la Russie stalinienne.

Pour les divers groupes fascistes, le conflit mondial prenait son véritable sens et l'alliance contre nature du communisme et du national-socialisme allemand prenait fin.

Pour les fascistes, une « Communauté de Combat » devenait possible, au-delà des nationalismes et particularismes locaux. Pratiquement tous allaient donc se joindre à la croisade contre le bolchevisme, levant des volontaires dans les rangs de leurs mouvements.

En France

La Légion des Volontaires français contre le Bolchevisme fut créée à l'appel des partis politiques parisiens (P.P.F., R.N.P., M.S.R., Francistes, etc...). Les militants du P.P.F. en fournirent la plus grande partie et Doriot fut le seul chef politique avec Pierre Clementi, du minuscule parti national-collectiviste, à payer d'exemple en partant se battre sur le front de l'Est. Malgré les espoirs qu'elle

avait alors suscités, et en partie à cause d'un sabotage plus ou moins conscient de la part des autorités d'occupation, la L.V.F., que ses promoteurs avaient espéré voir atteindre une ou même deux divisions, ne put constituer qu'un simple régiment de la Wehrmacht.

Baptisée régiment 638, la L.V.F. fut incorporée dans la 7^e D.I. bavaroise, où avait combattu Hitler durant la première guerre mondiale. Son chef fut le colonel Labonne, dont les capacités militaires apparurent comme fâcheusement réduites durant la campagne. Le régiment 638 fut engagé devant Moscou, où il se fit écraser. Ce désastre semble avoir été provoqué par un très mauvais encadrement et ravitaillement. On peut relever des jugements fort contradictoires sur la valeur combattive de la L.V.F., à cette époque, allant du satisfecit décerné par Saint-Loup, aux réflexions insultantes de Goebbels dans son journal intime, où il écrit que la L.V.F. a pris la fuite sans se battre.

Après avoir été renforcée par de nouveaux volontaires, la L.V.F. se bat contre les partisans dans le secteur central, en Russie Blanche, sans grand éclat. En 1943, arrivent des militaires en provenance de la Légion Tricolore, théoriquement chargée par Vichy de reconquérir les colonies passées aux gaullistes. Le chef du détachement est le commandant De Messine, ancien adjoint de Cristofini, chef de la Phalange Tricolore Africaine qui s'est battu contre les alliés en Tunisie, ce qui lui vaudra d'être fusillé après la guerre (Cristofini ayant, lui, été fusillé à Alger au printemps 44, ce qui entraînera, en représailles, l'assassinat de Mandel par des miliciens).

La lutte contre les partisans se poursuit sous la direction du colonel Puaud, nouveau chef de la L.V.F. L'effondrement du groupe Mitte devant l'assaut des forces russes le 26 juin 44, entraîne le repli en catastrophe de la L.V.F. qui livre à Bobr son plus beau combat, dirigée par le commandant Bridoux, fils du ministre de la guerre de Vichy. Parvenue à Greifenberg, elle y reçoit l'annonce de sa dissolution et de la mutation d'office de ses éléments dans la Waffen SS. Elle constitue une part de la 33^e Division SS Charlemagne.

Quelques centaines de volontaires s'étaient, parallèlement, engagés dans la Waffen SS allemande (où ils servaient, en général, dans la 3^e division SS Totenkopf). Ce ne fut qu'en juillet 1943 que les Allemands purent créer une unité de Waffen SS française, avec le concours de la milice française de Darnand.

Ainsi se constitua la 7^e brigade SS « Frankreich » qui, sous la direction de Cance, alla se battre sur la Vistule, après un an de dur entraînement dans le Reich.

Après le laminage de la bataille de Sanok, elle se joignit à la L.V.F. pour constituer une nouvelle division SS.

Grande-Russie

Des militants du « Parti Fasciste de toute la Russie » regroupés autour de Kaminsky et d'Ermak Chenko formèrent une administration locale à Lokotj près de Munich et mirent sur pied une brigade de choc, d'abord engagée contre les partisans russes puis, après la déroute de juin 44, contre les Polonais de Varsovie.

D'autres fascistes, et les « para-fascistes » du N.T.S. (Union des Solidaristes russes) formaient de nombreux noyaux de la plus ou moins fantomatique R.O.A. (Armée de Libération Nationale) du général Vlassov.

Légion indienne

Subba Chandra Bose, leader de l'aile fasciste du nationalisme hindou et adversaire politique de Gandhi se réfugia en Allemagne. Il créa, à partir de prisonniers hindous des camps allemands, une légion de volontaires, avant de faire le même travail à Singapour, cette fois-ci pour le compte du Japon, la Légion hindoue n'eut jamais d'activité réelle et se liquifia en août 44 avant d'être mutée à la SS puis dissoute, sur l'ordre d'Hitler, en mars 1945.

En Belgique

Du fait même de l'antagonisme entre Wallons et Flamands, deux Légions furent constituées.

D'abord de la Légion Vlandren qui était formée de militants du parti autonomiste flamand V.N.V. (Vlaams National Verbond, alliance nationale flamande), qui sous la direction d'Elias et de Staf de Clerq s'efforcent d'inciter les Allemands à autoriser la création de la « Grosse Nederland » regroupant la Flandre française, la Flandre belge et les Pays-Bas en un seul état ; des militants du groupe extrémiste de Vlag (Deutsche-Vlaamsgemeinschaft : communauté d'amitié germano-flamande) désirent l'annexion de la Flandre au Reich Grand-Allemand ; des militants de Rex Vlanderen (section flamande du parti catholique d'extrême-droite Rex), sont partisans d'une Grande Belgique, ou Bourgogne, héritière des temps glorieux des grands ducs d'Occident. La légion fut surtout recrutée à partir des groupes de choc des nationalistes flamands : la Zwarte Brigade du Sturmbannführer François et du député V.N.V. Tollenaere (tué en 1942 sur le front de l'Est). Cette Zwarte Brigade était une formation placée sous le contrôle des SS polizei et était en fait chargée du maintien de l'ordre en Flandre où elle se heurtait à l'hostilité de la gendarmerie belge restée en place et que le gouvernement militaire allemand en Belgique, vieil ennemi des SS, von Falkenhausen, soutenait presque toujours.

Un groupe de Flamands qui servaient dans la « Freiwilligenstandarte Nordwest » formèrent les cadres de la « Freiwilligen Legion Flandern ». Mais de violents heurts se produisirent entre SS flamands et allemands, entraînant des protestations de Staf de Clerq.

En novembre 41, la légion flamande fut mutée à la 2^e brigade SS d'infanterie. En janvier 42, elle se trouva en première ligne, lors de la contre-offensive russe au nord de Novgorod. Mal entraînée et équipée, la légion fut décimée. A la fin de 1942, la légion fut dissoute et ce n'est qu'à la fin de 1943 que fut reconstituée une formation flamande, la 27^e SS Freiwilligen Sturmbrigade « Lauge-marck ».

Enfin la Légion Wallonie qui était constituée de membres de la section wallonne du parti Rexiste de Léon Degrelle ; celui-ci est le premier à s'engager d'ailleurs. Cette légion wallonne, considérée comme une unité de choc, se

battit devant Smolensk et Briansk, et prit part à l'assaut vers le Caucase, après Stalingrad, la défense de Rostov, elle est versée dans la 5^e SS sturmbrigade wallonien. La Brigade devait se couvrir de gloire dans les combats de Tcherkassy et de Narva avant de devenir l'une des meilleurs divisions de la Waffen SS.

En Hollande

Le Nazional Sozialistische Bewegung de l'ingénieur Anton Mussert représentait avant guerre une assez importante force politique, ayant réussi à grouper derrière lui, à peu près dix pour cent de la population hollandaise. Il put donc recruter de nombreux volontaires, de concert avec le petit parti proallemand Nazional Socialistische Arbeiten Partei, copie servile du N.S.D.A.P.; le N.S.B. et le N.S.A.P. comptant respectivement 100.000 adhérents et moins de 10.000 (avant la fusion des deux mouvements).

Le général Seyffardt créa la « Vrivillige Legion Nederland »; il fut assassiné par des partisans en 1943.

La légion forte d'un millier d'hommes, dirigée par le SS standartenführer Stroink partit à l'entraînement en Pologne en août 41. A la fin de 41, elle comptait 2.500 hommes mais Stroink et plusieurs officiers démissionnèrent. La légion hollandaise fut alors expédiée sur le front avec la 2^e brigade SS. Elle se fit, elle aussi, écraser près de Novgorod; au milieu de 43 fut créé le régiment SS « Nederland », noyau de la 11^e SS. Retiré de la division à la fin de 43, il donna naissance à la SS sturmbrigade « Nederland », plus tard 23^e SS division, tandis que d'autres formations donnaient naissance à la 34^e division SS. Finalement les Hollandais avaient été les Occidentaux, de très loin les plus nombreux, dans la Waffen SS et les seuls à avoir pu mettre sur pied, non seulement 2 divisions, mais encore d'avoir fourni des effectifs importants à 3 autres divisions (Wiking, Nordland et Nibelungen).

Au Danemark

Le parti national-socialiste des ouvriers danois créa une légion, baptisée « Frijskorp Danmark ». Le roi Christian en vertu du pacte antikomintern, autorisa les membres de la garde royale à s'y engager avec de l'avancement. Dirigée par les SS obersturmbannführer Khryssing et sturmbannführer Jörgenson, peu enthousiastes du National-Socialisme, elle fut reprise en main par le SS sturmbannführer von Schalburg, tué au combat en 1942. La légion danoise se trouva prise dès son arrivée au front dans un Kessel (encerclement) dans la poche de Cholm, qu'elle défendit avec un assemblage hétéroclite de soldats de toute arme, de janvier à mai 42, sous les ordres du général Scherer, avant d'être dégagée par des renforts. Mutée à la 3^e SS Totenkopf, la légion combattit ensuite contre les partisans dans le cadre de la 1^{re} Brigade SS d'infanterie. Ses 650 survivants forment avec de nouveaux volontaires le SS Bat. « Danmark », part de la nouvelle division SS Nordland, à l'été 43 et combattirent ensuite dans cette unité. Le Parti National-Socialiste des Travailleurs danois formait l'armature du recrutement de ces volontaires.

En Norvège

Quisling et son Nasjonal Samling (Union Nationale) eurent dès 1940 une attitude de collaboration militante avec les Allemands. Si le projet de putsch de Quisling fut abandonné pour son remplacement par l'attaque « Weserübung » d'avril 1940, certains éléments du N.S. parurent appuyer les assaillants ; le rôle exact à Narvick du major Sundlo ne sera probablement jamais éclairci. Les maladroites des occupants et surtout du gauleiter Terboven, mettant Quisling à pied, pour remplacer son gouvernement insurrectionnel par un gouvernement de notables, entraînent un sensible raidissement du N.S. à l'égard du Grand Reich. Cependant de nombreux volontaires s'inscrivirent dans la SS dès avant la guerre germano-soviétique (SS Wiking), et au début de celle-ci une

légion « Norvege » fut mise sur pied. Le 31 juillet, le SS Fha annonçait la création de la « Freiwilligen Legion Norwegen » commandée par le SS hauptsturmführer Bakke. Fin 41, elle comptait 1.200 hommes et fut engagée sur le front de Leningrad à la fin de février 1942. Dans la seconde moitié de l'année, elle fut mutée à la 1^{re} Brigade SS d'infanterie, où elle combattit pendant une année. Les 600 survivants de la légion, et plusieurs milliers de nouveaux volontaires, formèrent le régiment « Norvege » de la 11^e division SS « Nordland », et ils combattirent jusqu'à la fin dans cette division.

En Espagne

Une division de volontaires se forma dès le début des hostilités germano-soviétiques, sous le nom de division Azul (bleue, couleur de la Falange); elle regroupa une forte proportion de responsables phalangistes et d'anciens « Alfare » (officiers provisoires de la guerre civile espagnole).

Sous le commandement du général Munoz Grandes puis du général Navarro, elle se bat dans le secteur de Leningrad, en aval de Schusselbourg et capture, en particulier, le chef de la 11^e armée de choc russe, le général Vlassov, futur chef de l'armée russe de libération nationale. Souffrant terriblement des conditions climatiques, elle endure de lourdes pertes sur le front du Volkhov; retirée de Russie en 1944, sous la pression des anglo-saxons. Quelques volontaires refusent de rentrer et poursuivent le combat en s'engageant dans la Waffen SS (en général dans la 24^e SS). Une compagnie de SS espagnols participa aux derniers combats pour Berlin. Un contingent portugais (1.000 hommes environ) faisait partie de la division Azul, sous le nom de légion verte; celle-ci rentra dans son pays à la même période, sans laisser de volontaires.

En Suisse

Environ 700 volontaires suisses, provenant en général des cantons allemaniques, participèrent à la croisade anti-bolchevique. Ils étaient membres du Heimatfront, dissous

par les autorités helvétiques, sous le chef d'inculpation de travailler à une dissolution de la Confédération, afin de provoquer le rattachement de la Suisse Germanique au Reich Grand-Allemand. Plusieurs ex-officiers de l'armée suisse se trouvaient parmi ces membres tels l'obersturmbannführer Hersche et le sturmbannführer Riedweg. Ces volontaires suisses, essuyèrent de lourdes pertes. Ils constituaient le 6^e SS Geb. bataillon et certains servirent à la Wiking et à la Charlemagne.

Au Luxembourg

Les volontaires luxembourgeois, considérés comme Volksdeutsche, furent dispersés dans les unités allemandes. Il en fut de même pour les recrues beaucoup moins volontaires, issus de la mobilisation générale de 1942.

En Grande-Bretagne

Une cinquantaine de volontaires britanniques furent recrutés par le beau-frère d'Abetz dans des camps de prisonniers. Ils provenaient de la « British Union of Fascists » de Mosley (bien que celui-ci, interné, n'eut point pris position en faveur des Allemands). Ils formèrent la Legion Saint-Georges dont le chef fut pendu après la guerre. Versés dans les SS, la plupart furent pris en main par le S.D. ou l'Abwehr pour des missions d'espionnage. Certains semblent avoir participé, au moins comme instructeurs, à l'opération Greif de Skorzeny durant la contre-attaque des Ardennes. Quelques-uns provenaient de l'impérial Fascist League de John Leese ou du National-Socialist Party du futur « Lord Haw-Haw » Joyce de radio-Hambourg, dissident du mouvement de Mosley.

Aux U.S.A.

Si étrange que cela puisse paraître, des Américains firent partie des légions antibolcheviques et de la Waffen SS. Anciens adhérents du Bund germano-américain ou des « Chemises d'Or » fascistes de Pedley, déserteurs ou pri-

sonniers, une soixantaine d'entre eux s'engagea dans l'armée allemande, puis fut versée dans la Waffen SS ; pris en main par les commandos spéciaux basés à Friedenthal sous la coupe du standartenführer Skorzeny.

De concert avec les Allemands ayant vécu aux Etats-Unis, certains de ces volontaires furent intégrés dans la brigade SS de chars 150 sous les ordres de Skorzeny durant la bataille des Ardennes.

En Irlande

Quelques membres de « l'Irish Republican Army », après l'échec des tentatives de Connor et Ryan visant à libérer l'Ulster de l'Angleterre. Ils gagnèrent le continent où ils furent rapidement rattachés à la Waffen SS et pris en main par le S.D.

En Suède

Plusieurs centaines de membres des corps de volontaires suédois, envoyés au secours de la Finlande agressée par les Russes en 1939 et qui ensuite comptèrent jusqu'à 8.000 hommes, participèrent de nouveau au combat contre l'armée Rouge. Ils furent aussitôt versés dans la Waffen SS : 5^e SS Wiking puis 11^e SS Nordland. Le manque de psychologie des Allemands ralentit et réduisit considérablement le très prometteur démarrage du recrutement de volontaires. La légion suédoise prévue ne fut pas mise sur pied et les volontaires durent se battre dans d'autres unités de SS « nordiques ».

En Albanie

A partir de septembre 43, date de la capitulation italienne, l'Albanie fut proclamée indépendante. Des formations de Bailli Kombetar entreprirent aux côtés des Allemands des opérations contre les partisans yougoslaves et grecs, ainsi que contre les communistes albanais de l'ex-instituteur Hodja. Des milliers de volontaires, sous la direction d'un des grands chefs musulmans de la

région, se présentèrent pour servir le Reich Allemand. Ils furent versés dans la SS où ils constituèrent la 21^e Waffen SS Gebirgs Division « Skanderberg ». Le gouvernement albanais de Mostepha Bey Frasheri, allié des Allemands, était une coalition regroupant des modérés et des fascistes.

En Croatie

Les Allemands furent accueillis en libérateurs par une bonne partie de la population croate, tandis que des éléments de l'Ustacha de Kvaternik prenaient Zagreb avant même l'arrivée des premiers chars du Reich; l'Etat indépendant de Croatie fut alors proclamé et Ante Pavelitch devint le Povglavnik (Führer) de la nation. Le parti paysan de Matchek ayant hésité à se rallier, se fut l'Ustacha qui devint le parti unique, en fusionnant avec le petit parti national-socialiste croate. Le gouvernement croate mit sur pied ses propres formations : les Domobrans (armée régulière) et les Oustachis (SS locaux) et entreprit la lutte contre les partisans. Sous l'impulsion d'Artukovitch, ministre de l'intérieur, une sauvage répression fut lancée pendant qu'une légion croate était recrutée et combattait sur le front de Russie. Deux régiments croates, part de la VI^e Armée, furent anéantis à Stalingrad. Pendant ce temps, le SS H.A. recrutait 2 divisions Waffen SS croates, les 13^e et 23^e et organisait un corps croate (le IX^e corps SS de montagne). Au début de 1945 devant la menace rouge, Pavelitch proclamait la mobilisation générale, et l'armée croate livrait ses derniers combats.

3 divisions Germano-Croates et 4 brigades de montagne avaient constitué l'armature essentielle des forces de Pavelitch, parallèlement à l'Ustacha.

L'armée de la Croatie, commandée par le général Grovitch, capitula entre les mains des Anglais qui la livrèrent à Tito, qui en fit un épouvantable massacre. Des dizaines de milliers de Croates furent massacrés par les Titistes.

En Serbie

Parallèlement au « Selbschutz » formé de Volksdeutsche, les Allemands aidèrent le gouvernement du général Nedic à créer un corps de défense, recruté parmi les adhérents du Parti Fasciste Serbe de Liotich. Le « Z.B. O.R. », semblable à la Croix Fléchée, était une espèce de secte mystico-politique. Ce corps de défense donna naissance au « Serbisches SS Freiwilligenkorps », dirigé par Liotich, qui guerroya contre les Titistes et s'efforça de défendre Belgrade contre les Russes.

En Slovénie

En 1943, le général Rupnik, devenu chef d'un gouvernement autonome, mit sur pied une milice chargée de lutter contre les partisans. Nombre de membres de cette milice étaient d'anciens militants fascistes slovènes, qui formèrent, après 1945, les bandes de « Gardes Blancs » antititistes.

En Slovaquie

Les forces Slovaques participèrent aux tous premiers jours de la 2^e guerre mondiale. 3 divisions de montagne attaquèrent les forces polonaises.

Durant la campagne à l'Est, une division motorisée (la « division rapide ») commandée par le général Tchatlos prit part aux combats et participa à la victorieuse attaque vers le Caucase de l'été 1942 et aux combats défensifs en Ukraine.

En septembre 1944, lors de la révolte des partisans, les forces slovaques coopérèrent à l'écrasement de l'insurrection dirigée contre le régime de Mgr Tiso, bien que leur chef, Tchatlos, eut été en contact avec les partisans.

En Hongrie

Tandis que l'armée hongroise entrait en guerre contre l'U.R.S.S., des Hongrois condamnés à mort par contumace pour les massacres de juifs dans la Bachtka, en-

traient dans les SS. En outre, par l'intermédiaire du Volksbund, le SS H.A. recrutait des dizaines de milliers de Volksdeutsche.

L'entrée en masse de SS Hongrois dans les divisions Waffen SS date de l'occupation de la Hongrie en mars 1944 et surtout du coup d'état de la Croix Fléchée en octobre 1944. Les nouvelles autorités, membres du mouvement National-socialiste hongrois de la Croix Fléchée, formèrent fébrilement des divisions SS hongroises (4 divisions), qui se battirent fanatiquement pour la défense de leur patrie.

Les milices Croix-Fléchées participèrent activement à la défense de la capitale contre l'Armée Rouge et les Roumains.

En Bohême-Moravie

Sous l'impulsion du colonel Moravec, ministre de l'intérieur du gouvernement de Prague, des unités SS furent mises sur pied et expédiées en 1943 en Italie. En outre, de nombreux policiers tchèques avaient été mobilisés dans la 4^e division de Police SS, ainsi que dans de nombreux régiments de SS Polizei. Les anciens nationaux-socialistes de Scrinny et du général Gayda y étaient relativement nombreux.

En Italie

Avant la chute de Mussolini, des officiers SS entraînaient une division de la milice (M.V.S.E.), la division M. En septembre 1943, cette division fut le noyau de formation SS. Deux divisions furent créées : la 24^e comprenant des Italiens, mais aussi de nombreux Volksdeutsche du Sud-Tyrol et la 29^e exclusivement italienne. Outre les forces régulières de l'armée Graziani, il existait des bataillons de police SS, sous les ordres du SS obergruppenführer Wolf. Plusieurs unités SS italiennes furent engagées à Anzio et se battirent très bravement, tandis que les autres formations faisaient la chasse aux partisans.

En Roumanie

Deux régiments de SS roumains furent créés en septembre-octobre 1944 avec des volontaires roumains sous le commandement du SS Brigadeführer Gheorge, attaché militaire à Berlin. Il s'agissait de soldats, souvent anciens de la garde de fer, qui refusaient d'accepter le passage de la Roumanie aux Rouges. Pendant ce temps, Horia Simia, chef de la Garde de Fer, formait un gouvernement en exil, dernière résurgence d'un mouvement qui avait failli diriger le pays en 1940-41.

En Bulgarie

Un régiment de SS bulgares fut formé dans les mêmes conditions que les régiments roumains. Il était commandé par le SS brigadeführer Tsankov, attaché militaire à Berlin, lui aussi, chef, en même temps, d'un assez fantomatique gouvernement bulgare en exil. Les SS bulgares étaient, le plus souvent, des militants de l'ancien parti national-socialiste bulgare.

En Grèce

Les régiments de sûreté du colonel Rallis, qui se battaient contre les bandes de partisans de l'Elam et de l'Elas, furent versés dans les SS Polizei et Rallis promu SS brigadeführer, mais ils restèrent en Grèce lors du retrait allemand, leur chef ayant conclu un accord avec les Anglais.

En Finlande

Le 13 février 1941, Himmler accepta l'idée de création d'un bataillon SS finlandais. Au début de la guerre germano-russe 400 Finlandais servaient dans la SS Wiking. A la fin de 1941, de nouveaux volontaires formèrent un bataillon autonome, aux combattants redoutables. De nombreuses difficultés furent provoquées par le fait que

les Finlandais, malgré les promesses du SS H.A. étaient commandés par des officiers allemands.

Finalement au début de 1942, le bataillon, réorganisé, fut muté à la Wiking, où il se battit héroïquement, jusqu'à son rappel à la fin de 1943 par le gouvernement d'Helsinki. Certains volontaires refusèrent de rentrer et continuèrent à lutter dans la 5^e SS ou la 11^e SS « Nordland ».

En Ostland (pour l'historique détaillée, cf. chapitre sur les Pays Baltes).

1. — *Lituanie*

La révolte du corps lituanien de l'Armée Rouge permit de constituer de nombreux bataillons de SS Polizei sous la direction du général Kubiliounas. Il ne semble pas que des Litvaniens aient été versés dans la Waffen SS.

2. — *Lettonie*

Le général Bangerski, ministre de la guerre du gouvernement letton, s'efforça de mettre sur pied des formations combattantes. Le projet initial était même « une armée de 100.000 hommes ». Outre plusieurs bataillons de sûreté, les lettons formèrent une légion devenue brigade puis division. L'assaut rouge sur les Pays baltes et un accord entre Allemands et Lettons aboutirent à la mobilisation générale des Lettons et une deuxième division naquit.

3. — *Estonie*

Le gouvernement estonien accepta de former des unités de volontaires qui formèrent une division SS, après une mobilisation générale de la population, tandis que des formations de SS polizei luttèrent contre les partisans. Le recrutement des Estoniens fut très important, vu le tout petit nombre d'habitants (moins de un million).

En Ukraine

Dès avant le début de la guerre contre l'U.R.S.S., des unités ukrainiennes servaient dans la Wehrmacht. Il s'agissait de 2 bataillons (dont le bataillon Nachtigal), formés de membres de l'O.U.N. (Organisation de Libération Ukrainienne). De nombreux bataillons de sécurité furent ensuite levés et finalement fut constituée une division SS ukrainienne, camouflée en « galicienne », qui prit d'ailleurs son vrai nom au début de 1945 et était dirigée par le SS brigadeführer ukrainien Schandruk.

Le gérant : Maurice BARDECHE
Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux — N° d'imprimeur : 884

LES

p

U
à u

Un

L
dén
pol

Un

LES EDITIONS DU PRIEURE, 1, rue Palatine, Paris (6^e)

Vient de paraître

Maurice MAGNILLAT

Quand l'Histoire passe aux feux rouges

Préface de **Gustave THIBON**

*Un résumé vigoureux des fautes qui nous ont conduits
à un tournant dramatique de notre histoire.*

Un volume in-16 jésus, 230 pages

Franco : 15 F

François TISSIER

Le Coup de la Dialectique

*La mystification de la doctrine marxiste magistralement
démontée : un ouvrage important pour votre bibliothèque
politique.*

Un volume in-8°, 280 pages

Franco : 20 F

1850

1850

1850

1850

1850

1850

1850

1850

1850

1850

1850